No. 63 | **décembre 2020**

Economie circulaire ou cercle vicieux ?

Comment la capture par les entreprises de l'élaboration des politiques et les incitations perverses entrainent la déforestation

Ce rapport est la 63ème édition du **couvert forestier**, une série de publications de la **Coalition mondiale des forêts** sur la politique forestière internationale.

Global Forest Coalition

A propos de la Coalition mondiale des forêts : La Coalition mondiale des forêts (GFC) est une coalition internationale de 106 ONG et organisations de peuples autochtones provenant de 61 pays qui défendent la justice sociale et les droits des peuples des forêts dans le cadre des politiques forestières. La GFC organise des campagnes collectives sur la nécessité de respecter les droits, le rôle et les besoins des peuples autochtones, des femmes et des locale communautés dans la conservation des forêts et la nécessité de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la disparition des forêts. Bienvenue à la 63ème édition de Couvert forestier, le bulletin de la Coalition mondiale des forêts.

Équipe éditoriale : Coraina de la Plaza, Isis Alvarez, Megan Morrissey, Oliver Munnion et Simone Lovera
Éditeurs : Oliver Munnion et Megan Morrissey
Traducteurs : Danae Barrera, Elena Kreuzberg, Megan Morrissey, Oliver Munnion, Patricia Puechagut, Pierre-Yves Serinet et Svetlana Abramovich
Designer graphique : Oliver Munnion

Vous pouvez faire un don à GFC ici

globalforestcoalition.org
globalforestcoalition.org/photography
@globalforestcoalition
@gfc123
global.forest

Image de la page couverture : Cette année, les incendies qui ont défriché les terres pour l'agro-industrie ont ravagé la région du Pantanal et d'autres écosystèmes, João Paulo Guimarães
Les crédits des images circulaires/de contenu : Los Bajos No Se Tocan; Simone Lovera; João Paulo Guimarães; FCPEEP; Roshan Chikanbanjar; Bill Meier/Flickr; Justiça Ambiental; Mrinalini Rai; Federica Giunta; Extinction Rebellion North
Image de la quatrième de couverture : Plantation d'eucalyptus en monoculture, Simone Lovera

Cette publication a été réalisée grâce à l'appui de Misereor, de la Fondation communautaire de la Silicon Valley ainsi que de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC de son acronyme anglais). Le contenu de cette publication est l'unique responsabilité de la Coalition mondiale des forêts et ne peut en aucun cas être considérée comme reflétant les opinions des donateurs.

MISEREOR IHR HILFSWERK
Swedish Society for Nature Conservation

Des plantations d'eucalyptus pour l'industrie des pâtes et papiers au Mozambique. **Justiça Ambiental**

Contenu

4 **Introduction:** les forêts, le financement et les partenariats pervers
Par Simone Lovera

8 **L'Argentine au bord du gouffre : les subventions et le soutien de l'État à l'industrie de l'élevage et des matières premières détruisent les zones humides**
Par Emilio Spataro

10 **L'industrie de l'élevage et les privilèges au Paraguay : destruction et injustices**
Par Miguel Lovera

12 **La chaîne d'approvisionnement agro-industrielle non durable au Brésil et les incitations perverses contre les forêts et les droits humains** Par Carolina Alves, Letícia Tura et Maureen Santos

16 **L'industrie de l'élevage au Sud-Kivu (RDC) profite de la corruption, de la mauvaise gouvernance et de la violation brutale des droits humains** Par John Ciza

18 **Les incitatifs à l'agriculture animale intensive minent la protection des forêts au Népal**
Par Bhola Bhattarai et Roshan Chikanbanjar

20 **Comment l'agro-industrie européenne a frustré la réforme de la politique agricole commune et ses mesures incitatives perverses**
Par Nina Holland et Simone Lovera

24 **Portucel Moçambique: vos profits ne conduisent pas à notre développement !**
Par Vanessa Cabanelas

27 **L'emprise de l'industrie des pâtes et papiers est à l'origine des grands feux de forêt au Portugal et de l'accaparement des terres au Mozambique**
Par Oliver Munnion

30 **Les financements climatiques: la stimulation des investissements au sein des plantations d'arbres plutôt que la restauration des forêts** Par Coraina de la Plaza et Oliver Munnion

33 **Drax et l'art de l'emprise des entreprises: subventionner la plus grande centrale électrique à biomasse au monde** Par Frances Howe et Sally Clark

36 **Conclusion:** le cercle vicieux de l'emprise des entreprises sur l'élaboration des politiques publiques et les incitations perverses à la destruction des forêts
Par Oliver Munnion et Simone Lovera

Introduction: les forêts, le financement et les partenariats pervers

Par **Simone Lovera**, Global Forest Coalition, Paraguay

L'une des plus grandes idées fausses des politiques de conservation des forêts est l'hypothèse selon laquelle les forêts poussent grâce à l'argent.[1]

Une analyse comparative de 2015[2] de la relation entre les investissements dans le secteur forestier et la conservation des forêts au sein de 19 pays ayant réussi à arrêter et à renverser la déforestation, n'a trouvé aucun lien en matière de statistiques. Si quelques pays ayant reçu de grands financements pour la conservation des forêts et d'autres investissements forestiers ont mis un terme ou ont renversé la déforestation, tels que la Chine, de nombreux pays qui n'ont reçu pratiquement aucun apport dans leur secteur forestier, incluant des pays moins développés, ont un couvert forestier naturel stable et en croissance. De toute évidence, la relation entre les investissements dans le secteur forestier et la conservation des forêts est pour le moins ambiguë. Les agences forestières étatiques ainsi que les grandes organisations de conservation des forêts dépendent peut-être de l'argent, mais la conservation et la restauration forestière se feront de manière gratuite, à condition que les forêts ne soient pas détruites par les activités humaines.

En termes de biologie, il est évident que les forêts ne poussent pas grâce à l'argent : elles étaient parfaitement capables de se conserver et de se restaurer durant des millions d'années avant que cette invention ne fasse son apparition. En outre, les peuples autochtones et les communautés locales ayant principalement des économies non monétaires ont tendance à prendre très bien soin de leurs forêts,[3] tandis que le bilan des économies monétaires est moins prometteur. Les évaluations sur la résilience de la conservation communautaire que la coalition globale des forêts (GFC) a réalisées entre 2015 et 2019 ont démontré que la reconnaissance des droits de gouvernance forestière, le respect du rôle des peuples autochtones, des communautés locales et des femmes au sein de la conservation communautaire ainsi que l'accès à des services publics abordables, sinon gratuits, tels que les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'électricité sont considérés beaucoup plus utiles pour les initiatives de conservation communautaire que les investissements financiers.[4] Les chercheurs ont également constaté que l'introduction de l'idée selon laquelle le travail de conservation doit être rémunéré pourrait miner les systèmes de valeurs traditionnelles qui sont au coeur des initiatives de conservation communautaire.[5]

Ainsi, si le lien positif entre les forêts et les finances est contesté, le lien négatif ne l'est pas. Il est largement reconnu que les incitations perverses sous forme de subventions et autres incitations économiques au sein des secteurs qui contribuent à la perte de couvert forestier sont un facteur clé de la déforestation et de la dégradation des forêts. Comme le montrent les exemples de ce rapport, au sein de nombreux pays, la perte des forêts est

L'industrie de l'élevage paysan à petite échelle ainsi que la conservation des forêts vont de pair. **Inés Franceschelli**

[1] https://www.un.org/esa/forests/news/2020/11/policy-brief-on-forest-financing-and-covid-19/index.html
[2] Lovera, S., Gupta, J. and van Ros-Tonen, M., 2015. Forests, Finance and Fairy Tales : The economic inefficiency of REDD+. Article présenté dans le cadre du XIV Congrès forestier mondial, Septembre 2015, Durban.
[3] Nepstad D, Schwartzman S, Bamberger B, Santilli M, Ray D, Schlesinger P, Lefebvre P, Alencar A, Prinz E, Fiske G, Rolla A. 2006. Inhibition of amazon deforestation and fire by parks and indigenous lands, Conservation Biology, 20(1), 65-73.
[4] https://globalforestcoalition.org/ccri-reports/
[5] https://ideas.repec.org/a/eee/wdevel/v28y2000i6p1001-1016.html and https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S092180090900456X

Le bétail fuyant les incendies dans une ferme qui, autrefois, était une forêt. **João Paulo Guimarães**

la conséquence des activités et des domaines qui sont encouragés avec enthousiasme par des mécanismes de soutien économique tels que les subventions des mêmes gouvernements qui se sont engagés à atteindre les objectifs de développement durable pour mettre fin à la déforestation d'ici 2020.[6] Pour cette raison, les Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont convenu, en 2010, dans le cadre de leur premier plan stratégique, que *« d'ici à 2020 au plus tard, les incitations, y compris les subventions néfastes pour la diversité biologique, sont éliminées, réduites progressivement ou réformées, afin de réduire au minimum ou d'éviter les impacts défavorables »*.

Malheureusement, la 5ème édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique qui rendait compte de l'état de la mise en oeuvre du premier plan stratégique de la CDB a conclu, en 2020, que « peu de progrès » dans l'élimination des incitatives néfastes avaient été accompli au fil de la dernière décennie.[7] Le fait que si peu de progrès aient été réalisés est remarquable car la réduction progressive des incitations perverses et des investissements publics néfastes est non seulement le moyen le plus efficace de freiner la déforestation et d'atténuer les changements climatiques, mais pourrait également permettre aux gouvernements d'économiser de grandes sommes d'argent. D'ailleurs, économiser de l'argent devrait être un avantage connexe des politiques et des mesures environnementales maintenant que la plupart des États sont profondément endettés en raison des coûts économiques élevés de la crise liée à la Covid-19. De nos jours, il serait plus judicieux pour les gouvernements d'investir dans le système de santé plutôt que d'investir dans des secteurs qui causent la déforestation et qui, par le fait même, accentuent le risque de futures pandémies.[8]

Qu'est-ce qui explique que les progrès constatés sont si minimes dans la sphère de la réduction des incitations perverses pour les secteurs qui causent la déforestation ? Pourquoi les gouvernements continuent-ils d'avoir un discours contradictoire dans leurs régimes économiques forestiers, dépensant des millions de dollars en conservation des forêts tout en gaspillant des milliards dans les secteurs et les activités qui les détruisent ?

La réponse réside dans l'emprise des entreprises au sein des processus d'élaboration des politiques gouvernementales et dans le financement relatif aux forêts, ainsi que dans les secteurs qui causent la déforestation. Ceux-ci comprennent les industries de l'élevage, de l'agriculture et de la sylviculture. L'emprise des entreprises est définie par le Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels (ESCR de son acronyme anglais) comme *« les moyens par lesquels une élite économique ébranle la mise en œuvre des droits humains et la protection de l'environnement en exerçant une influence indue sur les décideurs nationaux et internationaux ainsi que sur les institutions publiques. »*[9] Les Amis de la Terre International identifie différentes formes d'activités que les

[6] https://unstats.un.org/sdgs/metadata/?Text=&Goal=15&Target=15.2
[7] https://www.cbd.int/gbo/gbo5/publication/gbo-5-en.pdf, p.12
[8] https://www.nature.com/articles/d41586-020-02341-1
[9] https://www.escr-net.org/corporateaccountability/corporatecapture/about

entreprises utilisent afin d'influencer l'élaboration des politiques nationales et internationales : le lobbying des décideurs orchestré en coulisses, l'organisation d'événements sociaux et d'autres formes « d'hospitalité », le financement des partis politiques, la nomination d'alliés du secteur privé à des postes publiques influents, le financement de groupes de réflexion ainsi que la participation à des forces opérationnelles nationales et internationales ou à d'autres organes influents.[10]

La tendance croissante des fonds et des agences gouvernementales et intergouvernementales à associer leur soutien financier à de prétendus projets de développement durables avec des investissements du secteur privé crée des dépendances financières mutuelles. Il s'agit ainsi d'un autre enjeu facilitant l'emprise des entreprises au sein de l'élaboration des politiques publiques. Si les initiatives gouvernementales dépendent complètement ou en partie du financement corporatif, les agences du gouvernement impliquées ne seront pas enclines à prendre les dispositions adéquates, telles que l'élimination des incitations perverses, qui affecteraient la rentabilité de ces généreux donateurs.

Il existe également une idée fausse selon laquelle il y aurait un manque de ressources économiques pour lutter contre la déforestation et ses causes, ainsi que la perte des écosystèmes et de la crise climatique en général, d'où le mantra sur la nécessité de mobiliser des financements privés. La réalité est toutefois différente : de fait, en réorientant les financements, les ressources ainsi que les incitations perverses loin des secteurs néfastes tels que les combustibles fossiles, l'armée et les agro-industries, et en les plaçant là où ils devraient être, cet enjeu serait en grande partie résolu.

Le financement mixte se présente sous plusieurs formes, y compris les partenariats public-privé dans lesquels des donateurs publics et des entreprises contribuent, en nature ou financièrement, à une initiative conjointe. Cela inclut également des subventions publiques pour les investissements du secteur privé ou, par exemple, des garanties gouvernementales en échange d'investissements privés. Les investisseurs privés sont, ainsi, invités à placer leur capital dans des projets présentant des risques environnementaux et sociaux potentiels. Les fonds, tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), fournissent un financement de démarrage pour des initiatives comme Nature+ Accelerator de l'UICN[11] qui visent à encourager les investissements privés dans de soi-disant « solutions fondées sur la nature ».[12] Ils utilisent plutôt ce prétexte comme « solution » pour augmenter les profits des entreprises. Le Fonds vert pour le climat (FVC) a également commencé à mobiliser des financements privés pour l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques en combinant son financement à un large éventail d'activités commerciales destructrices et douteuses, telles que

Les partenariats public-privé mènent à des activités commerciales telles que les plantations industrielles d'arbres plutôt que la conservation forestière. **Simone Lovera**

[10] https://www.foei.org/what-we-do/corporate-capture-explained
[11] https://www.iucn.org/theme/nature-based-solutions/initiatives/nature-accelerator-fund
[12] Pour plus d'informations sur ce sujet, consultez Forest Cover 61 : https://globalforestcoalition.org/forest-cover-61

les plantations d'arbres et l'élevage intensif (voir page 30).

Les exemples de ce rapport démontrent que les entreprises, les producteurs agro-industriels et les autres acteurs du secteur privé du monde entier profitent des quantités significatives de subventions directes et indirectes, des avantages fiscaux et d'autres incitations pour des activités qui portent préjudice aux forêts et aux peuples. Il n'est donc pas surprenant qu'ils fassent pression sur les décideurs politiques contre l'élimination, la diminution progressive ou la réorientation de ces incitations perverses. Les secteurs qui ont des effets dévastateurs sur les forêts mondiales, tels que l'élevage industriel et la création de bioénergie, n'existeraient peut-être même pas sans les milliards de dollars d'aide publique qu'ils ont reçus au cours des dernières décennies.

Ce rapport fait une analyse des incitations et des subventions perverses pour l'intensification et la croissance de l'industrie de l'élevage non durable en Argentine, au Paraguay, au Brésil, en RDC et au Népal, et dit de quelles façons cela entraîne la destruction des écosystèmes riches en biodiversité, les émissions de carbone ainsi que les conflits avec les communautés. À l'aide de quatre exemples aux niveaux national, régional et international, ce rapport examine également les moyens par lesquels l'emprise des entreprises influence les processus décisionnels. Celle-ci mène à de solides subventions ainsi qu'à des incitations et des pratiques destructrices dans les secteurs agricole et forestier, et garantit que la réforme de ces incitations ne reste qu'une lointaine possibilité. Au niveau national, l'influence de l'industrie des pâtes et papiers sur les prises de décision au Portugal ont un impact direct sur les communautés paysannes du Mozambique et, au Royaume Uni, le lobbying intense des propriétaires de la plus grande centrale électrique à biomasse du monde a garanti d'énormes sommes de financement pour les années à venir. Au niveau régional, un accent est mis sur comment les lobbyistes d'entreprise travaillant pour l'agro-industrie bloquent la réforme de l'incitation perverse la plus importante de toutes, la Politique agricole commune de l'Union européenne. À l'échelle internationale, un examen est fait sur comment l'emprise des mécanismes de financement et d'élaboration des politiques environnementales mondiales encourage les plantations d'arbres, la bioénergie et les autres fausses solutions aux crises du climat et de la biodiversité.

En conclusion, nous avons dégagés les similitudes entre la diversité des exemples et avons fait valoir l'unique façon de mettre fin à la déforestation, aux incitations et aux subventions qui détruisent la biodiversité qui n'est autre que de rompre le cercle vicieux de l'influence des entreprises sur l'élaboration des politiques, les incitations perverses qui en découlent ainsi que les barrières insurmontables à la réforme des subventions qu'elle crée.

Les partenariats public-privé mènent à des activités commerciales telles que les plantations industrielles d'arbres plutôt que la conservation forestière. **Cooke Vieira/CIFOR**

L'Argentine au bord du gouffre : les subventions et le soutien de l'État à l'industrie de l'élevage et des matières premières détruisent les zones humides

Par **Emilio Spataro**, Amis de la terre, Argentina

L'Argentine fait face à la pire crise économique de son histoire. Outre les enjeux structurels de son pays, les mesures néolibérales adoptées au cours des quatre dernières années de la précédente administration gouvernementale (2015-2019) ont aggravé la dette nationale et la fuite des capitaux. En 2020, malgré le virage vers une administration plus progressiste, la situation s'est empirée par les conséquences de la pandémie.[1]

Au-delà des questions des finances publiques et de l'épuisement des réserves de la Banque centrale, le gouvernement argentin continue d'élaborer des plans et des projets afin d'encourager et de développer le modèle extractiviste en général, et l'agro-industrie en particulier.

Les mesures gouvernementales dans ce domaine incluent, entre autres, « l'Initiative de 200 millions de tonnes de céréales, de plantes oléagineuses et de légumineuses », qui a été publiée dansle bulletin officiel de l'État dans la résolution 216/2020.[1] Ses mérites ont été vantés dans les médias par le directeur du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Luis Basterra.

L'objectif du projet est que l'Argentine produise 200 millions de tonnes de céréales annuellement d'ici 2030.[2] Cela implique le développement de politiques publiques telles que les avantages fiscaux, l'accès au financement et la diminution des taux d'intérêts, pour ne nommer que quelques exemples. De même, l'initiative tente de récupérer entre 500 000 et 1 million d'hectares supplémentaires de terres agricoles au sein de zones tampon ou de zones d'accès restreint grâce aux nouvelles technologies : les OGM, la biologie synthétique ainsi que l'agriculture numérique.[3] Selon le projet, ceci se traduirait par une croissance de 20 milliards de dollars des exportations du secteur sur une période s'étalant entre cinq et dix ans, pour atteindre un total de 57 milliards de dollars.[4]

Des graines de soja prêtes à être semées en Argentine. **Lucio Marquez/Flickr**

Ce plan ne représente rien de moins que l'avancée des monocultures de soja, de blé, de maïs et de riz, entre autres, dans les zones humides et les forêts primaires, compte tenu du fait qu'il ne cible pas les terres déjà dégradées par l'agriculture ou l'élevage.

Cela aura également un impact énorme sur l'expansion de l'industrie de l'élevage, à la fois en Argentine et au sein d'autres pays. Selon un rapport de la Bolsa de Comercio de Rosario, 75% de la production nationale de maïs (12,4 mégatonnes) sont destinées à l'alimentation animale.[5] Parallèlement, 55% de la production de soja du pays est exportée pour être consommée par les animaux et l'Argentine est le plus grand producteur et exportateur au monde de farine et d'autres dérivés du soja, destinés à l'alimentation animale, principalement en Chine.[6]

Bien qu'il n'y ait pas d'informations au sujet du pourcentage de terres attribué

[1] https://www.pagina12.com.ar/280812-claudio-moroni-estamos-atravesando-la-peor-crisis-economica-
[2] https://www.boletinoficial.gob.ar/web/utils/pdfView?file=%2Fpdf%2Faviso%2Fprimera%2F236002%2F20201014
[3] La Bolsa de Cereales de Buenos Aires (BCBA) a prévu une culture de céréales pour 2020-21 de 120,8 millions de tonnes. https://www.telam.com.ar/notas/202010/524850-agricultura-aprueba-iniciativa-alcanzar-200-millones-toneladas--granos-antes-2030.html
[4] Alors que le gouvernement n'a pas encore expliqué les détails de son projet de produire 200 millions de tonnes de céréales, l'Argentine a récemment accepté l'ensemencement de blé génétiquement modifié afin de résister à la sécheresse. (voir https://www.ecoportal.net/temas-especiales/transgenicos/trigo-hb4-transgencio/). Un accord a également été signé avec la Fondation Bill Gates (le plan AgTech) pour mettre en oeuvre une agriculture précise grâce à la numérisation (voir www.biodiversidadla.org/Documentos/El-socio-menos-pensado-Bill-Gates-desembarca-en-el-sistema-agroalimentario-argentino).
[5] https://www.ambito.com/agronegocios/granos/el-gobierno-impulso-una-iniciativa-producir-200-millones-toneladas-anuales-antes-2030-n5140217
[6] https://bcrnews.com.ar/ganaderia/cuanto-maiz-se-destina-a-la-alimentacion-animal-en-argentina/
[7] http://agrovoz.lavoz.com.ar/actualidad/casi-mitad-de-harina-de-soja-que-se-exporta-en-mundo-es-argentina

à chaque culture et à l'élevage, une reconnaissance de la transformation des zones naturelles telles les milieux humides, est explicitement mentionné dans l'annexe de la résolution 216 » qui cite « les projets de modification des cultures de céréales au sein des basses-terres du sud ».

Les basses-terres du sud situées dans les provinces de Chaco, Santiago del Estero et principalement Santa Fe, comptent parmi les plus grandes et les plus importantes zones humides de la région du Gran Chaco en Amérique du sud. D'une superficie d'approximativement 4 millions d'hectares, elles consistent en une dépression sujette aux inondations où les eaux de ruissellement remplissent et relient les lacs, les marais et les estuaires. Elles sont le berceau d'espèces vulnérables et, ou menacées telles que le bécasseau roussâtre (*Tryngites subruficollis*) et le synallaxe de Hudson (*Asthenes hudsoni*), ce dernier étant une espèce endémique des basses-terres du sud.[7] Ces territoires font également partie des derniers refuges des cerfs de pampas (*Ozotoceros bezoarticus leucogaster*) et ont été identifiés par BirdLife International parmi les zones les plus importantes pour la conservation des oiseaux et de la biodiversité (IBAs de son acronyme anglais).[8]

Toutefois, les basses-terres du sud subissent une pression énorme par l'État argentin et les gouvernements provinciaux afin de libérer des terres pour l'agriculture industrielle et l'élevage. Au début de 2020, le gouvernement fédéral a annoncé des dépenses de 60 millions de dollars sur les canaux servant à drainer trois millions d'hectares de ces zones humides,[9] dans le but de réduire les impacts des inondations. Aujourd'hui, à une époque de grande sécheresse et avec l'inclusion explicite des basses-terres du sud au sein de l'initiative « 200 millions de tonnes d'ici 2030 », il est évident que leur unique désir est de transformer les zones humides pour les monocultures agricoles et la croissance de l'industrie de l'élevage.

Les grandes entreprises agroalimentaires poussent à l'expansion agricole sur les terres naturelles et sont financées et subventionnées par l'État. Une puissante association industrielle, le Consejo Agroindustrial Argentino,[10] a présenté son programme directement

L'écosystème des zones humides des basses-terres du sud, Argentine. **Los Bajos No Se Tocan**

[8] Benzaquen, L., et al. (eds.), Regiones de Humedales de la Argentina. Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sustentable, Fundación Humedales/Wetlands International, Universidad Nacional de San Martín and Universidad de Buenos Aires: 2017.
[9] Di Giacomo, A. S. (ed.), "Áreas importantes para la conservación de las aves en Argentina. Sitios Prioritarios para la conservación de la biodiversidad", Temas de Naturaleza y Conservación 5:1-514, Birdlife International, Buenos Aires: 2017.
[10] https://www.lanacion.com.ar/economia/campo/bajos-submeridionales-buscan-reactivar-produccion-3-millones-nid2332481

Des monocultures de soja pour l'alimentation animale et des plantations d'arbres destinées à l'industrie des pâtes et papiers longent les zones humides en Argentine. **European Space Agency/Flickr**

au président[11] et s'est également fortement opposée aux initiatives de la société civile visant à accroître les protections juridiques des zones humides et des forêts qui feraient obstacle à leur vision.[12]

La Mesa de Enlace, un groupe d'entreprises composé de la Sociedad Rural Argentina (SRA), la Federación Agraria, Coninagro et des Confederaciones Rurales Argentinas (CRA), s'oppose à la création d'un observatoire sur les produits agrochimiques afin de documenter officiellement et rendre publiques les informations sur la contamination causée par les pesticides agricoles. Il s'oppose également à un projet de loi qui vise à interdire, pour 30 ans, tout changement d'usage des zones humides suite à des incendies, et pour 60 ans lorsqu'il s'agit de forêts. Cependant, la plus grande objection qu'il défend est au sujet de la loi sur les zones humides à propos de laquelle le groupe a déclaré : *« sur la base d'une définition large et questionnable de ce qu'est une zone humide, si ce projet de loi venait à être adopté, cela exclurait de vastes portions de territoire national des activités de production »*.[13] La CRA s'y est également opposé en raison de l'impact sur la production de bétail : *« Nous ne sommes pas d'accord avec les lois budgétaires qui impliquent l'ensemble de la nation, spécialement les zones humides, qui, incluant entre 25% et 30% du territoire national, compliqueraient le secteur productif. Depuis plusieurs années, ce secteur produit de la viande dans les basses-terres du sud…»*.[14]

Par conséquent, la structure des secteurs de l'agriculture et de l'élevage est évidente : tout d'abord, ils génèrent des propositions de « relance économique et de création d'emplois » qui ne reposent pas sur l'investissement privé mais plutôt sur les allègements fiscaux, les subventions, le financement et les travaux d'infrastructure publics. Autrement dit, il s'agit d'un transfert de ressources publiques vers des entreprises privées. Ensuite, après de nombreuses réunions avec des fonctionnaires et un lobbying intense, le gouvernement met en place des initiatives, des plans et des programmes qui institutionnalisent les requêtes des entreprises. Enfin, les agro-industries font pression sur l'État afin que celui-ci rejette la nouvelle législation environnementale qui limiterait leurs projets d'expansion.

Toutefois, après un an d'incendies de forêts qui ont détruit plus d'un demi-million d'hectares de zones humides ainsi qu'une pandémie, les organisations de la société civile ne permettront pas au lobby des entreprises d'être plus fort que le tollé populaire. Le réseau national des zones humides (Red Nacional de Humedales)[14] a organisé une semaine de lutte, soit du 14 au 21 novembre 2020, afin de défendre les zones humides et promouvoir la pétition signée par plus de 600 000 personnes appelant à l'adoption d'une loi de protection de ces terres. Pour le bien commun de la société, leur objectif est de préserver ces écosystèmes des intérêts corporatifs qui veulent les détruire.

[11] http://bcch.org.ar/BCCH/web/bundles/BCCH/PDF/Agronegocios/bf6f7ef6ebd899ece581e5f75241f67a0551c457.pdf
[12] https://www.telam.com.ar/notas/202008/498483-alberto-fernandez-y-el-consejo-agroindustrial-analizaron-plan-para-aumentar-las-exportaciones.html
[13] https://www.lanacion.com.ar/economia/campo/ceea-nid2487724; https://www.greenpeace.org/argentina/story/issues/bosques/greenpeace-la-sociedad-rural-presiona-para-que-no-haya-castigo-a-quienes-provocan-incendios-y-desmontes/; y https://www.infocampo.com.ar/si-la-ley-de-humedales-no-se-encara-bien-podriamos-sacar-de-la-produccion-una-enorme-cantidad-de-hectareas/
[14] https://www.infobae.com/campo/2020/09/27/ley-de-humedales-de-que-se-trata-y-que-piensan-el-campo-y-los-ambientalistas/

L'industrie de l'élevage et les privilèges au Paraguay : destruction et injustices

Par **Miguel Lovera**, Iniciativa Amotocodie, Paraguay

L'industrie de l'élevage, en particulier celle du bétail, est l'une des activités économiques les plus enracinées au Paraguay. Selon le personnage colonial, Ruy Díaz de Guzmán, c'est à la moitié du XVIe siècle qu'ont été introduits les premiers bovins sur le territoire. Depuis, c'est une longue relation, tendue, injuste mais nécessaire que l'on observe entre la population du Paraguay et son bétail, ce dernier étant vénéré par l'élite féodale établie durant l'époque coloniale et dont les héritiers continuent d'exercer une influence forte et rétrograde sur l'économie nationale.[1]

Le cheptel bovin national est passé de 7 millions de têtes en 2007 à approximativement 14 millions aujourd'hui, faisant du Paraguay le neuvième exportateur mondial de viande de boeuf.[2] Au cours des 20 dernières années, des investissements accrus ont accompagné l'introduction de nouvelles races et de nouveaux gènes dans le cheptel créole,[3] et les exportations de viande de boeuf sont passées de 27 000 tonnes, en 1994, à 249 000 tonnes, en 2019.[4] En termes de valeur monétaire, il s'agit d'une augmentation de 55 millions à 1,2 milliards de dollars d'exportations par an.[5]

Ces « accomplissements » ont été rendus possibles grâce à un système de privilèges et de subventions destinés au secteur de l'élevage. La coutume archaïque selon laquelle pour « être quelqu'un » au sein d'un pays comme le Paraguay, il faut posséder au moins une grande ferme, est la cause sous-jacente de l'hécatombe environnementale du pays. Ainsi, le parti Colorado, au pouvoir durant 162 des 209 années d'indépendance du pays, a distribué au moins 20 millions d'hectares de terres publiques à son réseau de clients. Cela a mené à la privatisation de 90% du pays, plaçant 80% des terres entre les mains de 2% de la population[6] et octroyant donc la principale subvention au secteur de l'élevage national.

Le principal lien entre l'industrie de l'élevage et la classe politique est le Parti Colorado dont nombre de ses politiciens, fonctionnaires et parlementaires possèdent actuellement leurs propres fermes d'exploitation bovine. Ainsi, les activités d'élevage sont monopolisées par un secteur qui conserve et perpétue ses privilèges. Cette structure économique et sociopolitique représente la pierre angulaire de la production de viande bovine destinée à l'exportation. Au cours des derniers mois, il a été révélé qu'un sénateur paraguayen influent issu d'une famille ayant des liens étroits avec le Parti Colorado, bien qu'il en représente un autre, a obtenu une ferme qui occupe une terre protégée au sein du plus ancien parc national[7] grâce à ses influences politiques et à la corruption de fonctionnaires. Il s'agit d'un exemple parmi tant d'autres qui

Un jeune jaguar tué par une voiture alors qu'il tentait de fuir un incendie de forêt dans le Chaco paraguayen. **Miguel Angel Alarcon Bobadilla**

[1] Miguel Lovera, "La Dimensión Ganadera de los Agronegocios: Negocio insustentable que mantiene la inequidad", dans Marielle Palau, Con la soja al cuello 2015. Informe sobre Agronegocios en Paraguay, BASE-IS Asunción, 2015.
[2] Données du Département de l'Agriculture des États-Unis, Livestock and Poultry: World Markets and Trade, 2020. https://apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/livestock_poultry.pdf
[3] L. Arce, La industria Cárnica en el Paraguay. Observatorio de Economía Internacional, Asunción, 2012.
[4] https://www.datamarnews.com/noticias/mercosur-registers-exceptional-beef-exports-in-2019/
[5] Chiffres calculés sur la base des données de la Commission sur la viande bovine de l'Association rurale du Paraguay.
[6] Miguel Lovera, "Transgénicos en la agricultura: una imposición motivada ideológicamente", Espacio Orgánico, Asunción, 2014.
[7] https://www.abc.com.py/nacionales/2020/10/26/denuncian-al-senador-fidel-zavala-por-la-usurpacion-y-venta-ilegal-de-una-parte-del-parque-nacional-ybycui/

Une zone brûlée afin de défricher des terres pour l'élevage de bétail dans le Chaco paraguayen. **Simone Lovera**

illustre l'usurpation des terres publiques au Paraguay.

Les subventions et les privilèges dont profitent les élites de l'élevage ne s'arrêtent pas là : de fait, les lois paraguayennes garantissent à cette industrie un accès bon marché à la main-d'oeuvre nationale. Elle offre un salaire minimum « réduit » de 129$ par mois pour les employés des exploitations de 4000 bêtes, et 178$ par mois pour ceux travaillant avec une plus grande quantité d'animaux, alors que le taux mensuel minimum « normal » est de 364$, soit plus du double.[8]

Parallèlement, les taxes sur les fermes d'élevage sont insignifiantes. Par exemple, le seul impôt direct sur les activités agricoles, l'Impuesto a las Rentas de las Actividades Agropecuarias (IRAGRO), est calculé par les entreprises elles-mêmes qui signent une « déclaration sous serment ». Celle-ci est rarement vérifiée par l'administration fiscale puisqu'il n'existe qu'une centaine de contrôleurs pour plus de 200 000 fermes. La plupart d'entre elles sont de petite taille, mais les plus grandes fermes représentent 90% de la superficie totale utilisée pour l'élevage. Le reste de la population, quant à lui, souffre du manque de privilèges et doit contribuer au plein taux, principalement par le biais de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les transactions commerciales domestiques, qui représente 65% de l'assiette fiscale nationale.

Une autre taxe qui normalement constituerait une part importante du capital productif est la taxe foncière. Au Paraguay, cela ne représente que 1% de la valeur fiscale des propriétés rurales, soit à peine 6 ou 7 millions de dollars par an de revenus, bien que ceci s'applique à un territoire de 20 millions d'hectares. En raison de cette situation, la somme des trois principales taxes payées par le secteur national agricole, c'est-à-dire l'IRAGRO, la taxe foncière et la TVA, s'élève à 67 millions de dollars. Cela équivaut à 2,8% des recettes fiscales nationales lors des bonnes années, alors que l'industrie représente 26% du PIB.[9]

L'industrie bovine et les exportations qui s'y rattachent ne sont pas seulement le résultat des « efforts » locaux. Ils bénéficient aussi du Programme des Nations Unies pour le Développement et des mécanismes financiers internationaux, tant privés que publics. Par exemple, le Fonds pour l'environnement mondial soutient l'expansion de l'élevage de bétail dans le Chaco paraguayen, l'une des régions ayant le plus haut taux de déforestation au monde. Ce soutien consiste à éco-blanchir l'image de l'industrie en l'incluant dans son portfolio comme étant une « activité durable ».[10] En outre, un article de la Société financière internationale paru en 2019 avec le titre évocateur anglais « Beefing up Paraguay's meat industry »[11] détaille les multiples contributions publiques, privées, étrangères et nationales apportées afin de financer l'augmentation de la productivités des fermes d'élevage. Ceci s'inscrit dans l'intention de mettre fin à la déforestation. Toutefois, il a été démontré que cela avait l'effet inverse: la croissance de la production s'est accompagnée d'une déforestation accrue au sein du territoire du Chaco, ainsi qu'ailleurs au Paraguay.

Par conséquent, le Paraguay apporte ses terres, son eau et sa main-d'oeuvre alors que les investisseurs étrangers exportent le produit le plus convoité de ces terres : le boeuf.

Entre 60% et 70% des exportations de viandes sont effectuées par des compagnies brésiliennes qui ne paient aucune taxe à l'exportation.[12] Le Paraguay fait donc partie d'un groupe restreint de « paradis fiscaux », où l'argent de provenances douteuses peut être blanchi. Pendant ce temps, le reste du pays, particulièrement les plus vulnérables et ceux dont les droits sont ignorés, assument les coûts environnementaux, sociaux et économiques élevés et accumulent une dette à payer par les générations actuelles et futures, afin de subventionner les privilèges d'une ancienne classe féodale.

[8] https://portal.ips.gov.py/sistemas/ipsportal/contenido.php?c=130
[9] Chiffres pour 2019 calculés sur la base de données du Bureau national des taxes de la République du Paraguay.
[10] "Lanzamiento de la Plataforma Nacional de Carne Sustentable", 25 Novembre 2020. https://greencommoditiesparaguay.org/lanzamiento-de-la-plataforma-nacional-de-carne-sustentable/
[11] https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/news_ext_content/ifc_external_corporate_site/news+and+events/news/paraguay+meat+industry
[12] Miguel Lovera, "La Dimensión Ganadera de los Agronegocios: La ganadería en el contexto del 'Nuevo Rumbo'". dans Marielle Palau, Con la soja al cuello 2016. Informe sobre Agronegocios en Paraguay, BASE-IS Asunción, 2016.

La chaîne d'approvisionnement agro-industrielle non durable au Brésil et les incitations perverses contre les forêts et les droits humains

Par **Carolina Alves**, Plataforma Socioambiental, Brésil; et **Letícia Tura** et **Maureen Santos**, FASE, Brésil

La chaîne d'approvisionnement de la production industrielle de viande du Brésil va bien au-delà de l'élevage, de l'abattage et du traitement des animaux. Elle comprend également le secteur du soja, où 90% de la production est utilisée pour l'alimentation animale. La production brésilienne de soja a augmenté de plus de 140% au cours des 20 dernières années et, depuis plus d'une décennie, FASE mène des études[1] pour montrer la non durabilité de l'élevage agro-industriel.

Le Brésil possède le plus grand cheptel au monde composé de 215 millions de vaches, soit plus que la population humaine du pays. L'élevage de bétail occupe plus de terres que n'importe quelle autre activité économique. L'élevage et la production agricole occupent un total de 350,2 millions d'hectares.[2] Le Brésil est également le plus grand exportateur de soja au monde, les produits agricoles représentant 46% de la valeur des exportations brésiliennes, dont la grande majorité est destinée à l'Asie. En outre, les entreprises brésiliennes représentent une part importante du marché mondial de la viande bovine et le pays est le 3e producteur de lait au monde.[3]

La croissance du secteur est soutenue par des investissements publics et privés, nationaux et internationaux, et son échelle économique est compensée par l'ampleur des enjeux socio-environnementaux qu'elle entraîne. La politique nationale de l'agriculture et de l'élevage, Plano Safra, comprend une série de programmes gouvernementaux qui impliquent un soutien pour la production animale. La plupart de ces programmes, tels que le

Image aérienne d'une zone dévastée par un incendie dans la région du Pantanal. **João Paulo Guimarães**

Plan d'agriculture à faible teneur en carbone et la Politique nationale d'intégration des cultures, de l'élevage et de la forêt, prétendent promouvoir l'industrie de l'élevage durable, mais la réalité est bien différente.

La Voix des peuples autochtones du Brésil,[4] un rapport récent réalisé en collaboration avec Amazon Watch, a montré les liens entre les principales institutions financières internationales et la production et l'exportation de produits impliqués dans les conflits sur les terres autochtones, la déforestation, l'accaparement des terres et l'affaiblissement des protections environnementales. Selon ce rapport, la récolte record de 120 millions de tonnes de soja en 2019 et 2020 n'a été possible que grâce à une augmentation de la déforestation et des violations des droits sociaux et environnementaux.

Le modèle de production de l'industrie du soja est fondé sur de grandes plantations de monocultures, et les

[1] Voir https://fase.org.br/wp-content/uploads/2010/06/Onde-pastar.pdf; https://fase.org.br/wp-content/uploads/2016/08/Livro-Cadeia-Industrial-da-carne.pdf; https://fase.org.br/wp-content/uploads/2017/03/brazil-case-study-PT.pdf; et https://fase.org.br/pt/acervo/documentos/a-luta-camponesa-construindo-transicao-agroecologica-no-mato-grosso-resistencia-ao-modelo-hegemonico-da-pecuaria-industrial/
[2] https://censos.ibge.gov.br/agro/2017/resultados-censo-agro-2017.html; https://www.canalrural.com.br/noticias/area-ocupada-por-agricultura-cresceu-5-desde-2006-aponta-ibge/
[3] https://agronewsbrazil.com.br/brasil-e-o-3o-maior-produtor-de-leite-do-mundo-superando-o-padrao-europeu-em-alguns-municipios/
[4] http://apib.info/files/2019/05/Cumplicidade_Na_Destrui%C3%A7%C3%A3o.pdf

Institution financière	Compagnie recevant le financement	Information et montant (US$)
Black Rock, États-Unis	JBS	La société a investi plus de 3,9 millions en actions et en obligations (2017-2020) et détient 332 millions en actions de JBS.
	Marfrig	39 millions
	Minerva	24 millions
La Banque brésilienne de développement (BNDES), Brésil	JBS	BNDES est le deuxième actionnaire de JBS, propriétaire de 20% de la compagnie. Elle a déjà investi 3,7 milliards.
Morgan Stanley, États-Unis	Marfrig	Cette banque a octroyé approximativement 947 millions en obligations à Marfrig, entre 2014 et 2017. Elle est un actionnaire de la compagnie.
Banco do Brasil, Brésil	Le secteur en général	Par le biais d'un soi-disant « crédit rural », le financement total s'est élevé à un peu plus de 18 milliards, en 2012, pour des compagnies de l'industrie de l'élevage.
KfW, Allemagne	Par l'entremise de BNDES, pour des projets mis en oeuvre par des compagnies au sein du secteur	L'institution fournira 30,3 millions pour le projet « Innovations dans les chaînes de production pour la conservation forestière de l'Amazonie ».

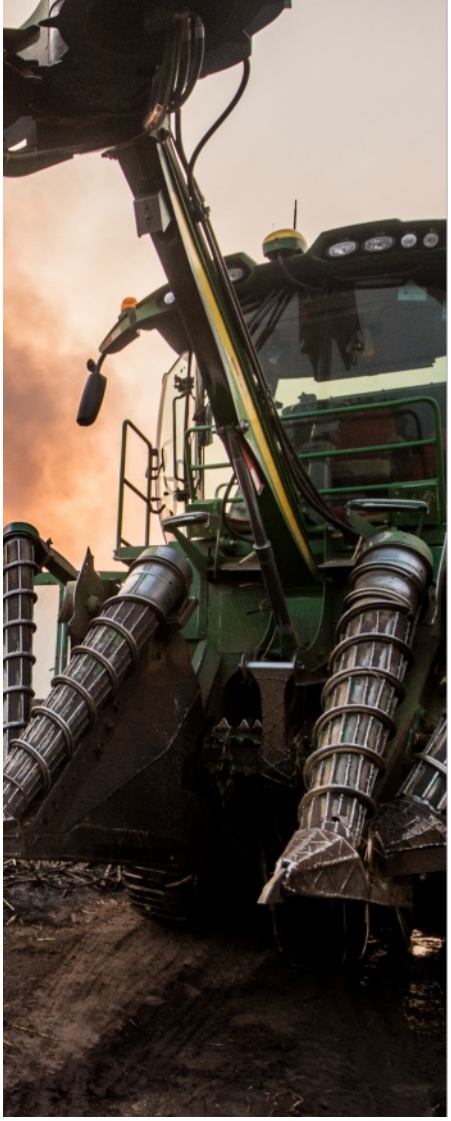
entreprises transnationales dominent tous les aspects de la chaîne d'approvisionnement. Combinées à l'expansion incessante des pâturages destinés au bétail en Amazonie et au Cerrado, ces activités sont les principaux vecteurs de la destruction environnementale du pays provoquant ainsi la déforestation, la pollution de l'eau, les émissions de gaz à effet de serre et la perte de biodiversité. Cette destruction a des impacts profonds sur les droits territoriaux des peuples autochtones et des communautés paysannes traditionnelles ainsi que sur la souveraineté alimentaire dans les campagnes et les villes.

L'industrie de l'élevage est l'un des principaux moteurs de déforestation dans le pays, et les quatre plus grandes entreprises d'emballage de viande du secteur, JBS, Marfrig, Minerva et BRF, ont fréquemment été accusés d'acheter du bétail à des éleveurs condamnés à une amende pour déforestation illégale.[5] Au cours des dernières années, le Brésil a connu des taux de déforestation alarmants et l'Institut national de recherche spatiale (INPE)[6] rapporte que 11 000 km^2 de forêt ont été défrichés en Amazonie brésilienne, entre août 2019 et juillet 2020.

Outre le pouvoir économique, l'agro-industrie possède un grand pouvoir politique. L'une des principales façons mises en oeuvre pour exercer une influence politique est par le biais du Front parlementaire pour l'agriculture et l'élevage (FPA), également connu sous le nom de *bancada ruralista*. Le FPA compte 39 sénateurs et 245 députés fédéraux parmi ses membres. Il opère au Congrès fédéral et exerce une influence sur les assemblées législatives de l'Etat et les chambres municipales. Selon un rapport de De Olho nos Ruralistas la principale organisation qui surveille les actions de la bancada,[7] celle-ci est financée par le secteur bancaire national, notamment Banco do Brasil, Santander et Itaú BBA, ainsi que par 22 des 50 plus grandes entreprises agroalimentaires et d'élevage du Brésil dont Bayer, Basf, Syngenta, Bunge, Cargill, BRF, SEARA, Aurora, JBS et Ceratti.

Le soutien public et privé pour l'industrie de l'élevage et des matières premières continue de croître malgré la calamité environnementale en cours au Brésil, ainsi que la pression internationale sur le gouvernement Bolsonaro menée par les Etats membres de l'Union européenne inquiets au sujet des possibles effets de l'accord de libre-échange UE-Mercosur. Selon les données publiées pour 2020-2021, le gouvernement fédéral a l'intention d'investir 39 milliards d'euros dans le secteur, soit 6% de croissance par rapport à 2019, et une grande partie des ressources proviennent des banques publiques telles que BNDES.[8] Sur ce total, 200

[5] https://deolhonosruralistas.com.br/2020/07/18/omissao-do-bndes-faz-jbs-comprar-gado-de-desmatamento-da-amazonia-diz-anistia/ et https://reporterbrasil.org.br/2020/09/bb-e-bndes-sao-os-bancos-que-mais-financiam-setores-que-desmatam-mostra-estudo-internacional/
[6] http://www.inpe.br/noticias/noticia.php?Cod_Noticia=5615
[7] https://deolhonosruralistas.com.br/



Photographies tirées de « Pantanal en feu: les impacts de la production de soja et de bétail dans le Mato Grosso, au Brésil ». **João Paulo Guimarães**

millions d'euros seront alloués sous forme de subventions afin de couvrir les frais d'assurance. Les autres formes de soutien étatique incluent les investissements dans la recherche et les nouvelles technologies et les changements législatifs favorables à l'industrie.

Le soi-disant financement vert gagne également en popularité: de fait, le Brésil est un chef de file dans l'émission d'obligations vertes en Amérique latine avec 5,13 milliards de dollars américains émis depuis 2014. Les secteurs de l'agriculture et de l'élevage sont d'ailleurs considérés comme les principaux marchés pour ces investissements « verts ». Cette tendance est encouragée par les nouvelles politiques qui financent indirectement la croissance de l'industrie tout en facilitant l'accès des investisseurs internationaux à ces marchés.

L'économie brésilienne est actuellement en crise en raison de la pandémie et du manque de stratégie gouvernementale. Aussi, de graves incendies en Amazonie, au Cerrado et au Pantanal ont poussé les investisseurs à user de prudence. Toutefois, le Brésil reste un terrain fertile pour les investissements dans le secteur agro-industriel. Selon la Confédération brésilienne de l'agriculture et de l'élevage (CNA), les investissements sont dorénavant moins chers et il y a plus de concurrence entre les investisseurs puisque le faible taux d'intérêt du pays, en plus de la dévaluation de la monnaie, est une autre incitation pour les investisseurs. De plus, en Chine, les importations de viande provenant du Brésil ont augmenté de 65,8% à partir d'août 2020,[9] atténuant en partie les défis économiques.

Alors que l'Etat continue de garantir le soutien à l'agro-industrie, les ressources destinées aux services essentiels, tels que l'agriculture familiale qui produit la majeure partie des aliments consommés dans le pays, sont durement touchées par la pandémie. Récemment, le gouvernement fédéral a opposé son veto à une loi pour un plan d'urgence pour l'agriculture familiale et a également tenté de poser son veto au plan d'urgence pour les peuples autochtones. L'argument selon lequel il y avait un manque de fonds pour soutenir ces mesures a clairement démontré que leurs allégeances politiques reposent sur leurs intérêts de profit plutôt que ceux de sa population.

[8] BNDES. Estatísticas Operacionais do Sistema BNDES. 2020. https://www.bndes.gov.br/wps/portal/site/home/transparencia/estatisticas-desempenho
[9] https://www.moneytimes.com.br/exportacao-de-carne-do-brasil-aumenta-12-no-ano-ate-agosto-china-compra-658-mais/

L'industrie de l'élevage au Sud-Kivu (RDC) profite de la corruption, de la mauvaise gouvernance et de la violation brutale des droits humains

Par **John Ciza**, FCPEEP, RDC

La République démocratique du Congo abrite une variété d'écosystèmes et d'habitats naturels possédant une diversité biologique exceptionnelle, ce qui en fait l'un des 10 pays de la méga-biodiversité au monde.

Avec une couverture forestière de plus de 155 millions d'hectares, la RDC représente environ 10% des forêts mondiales et plus de 47% de celles d'Afrique.[1] Cependant, cette biodiversité est gravement menacée par une forte demande en terres fertiles, où des concessions forestières sont attribuées à des fins agropastorales.

La demande et la production de produits alimentaires d'origine animale augmentent rapidement en RDC en raison de la croissance démographique ainsi que des changements des modes de vie et d'alimentation. Les systèmes d'élevage non durable, à grande et à petite échelle, qu'ils soient mis en place par des entreprises ou par des agriculteurs particuliers, contribuent donc à la destruction des forêts et de la biodiversité ainsi qu'à la pollution de l'air, de l'eau et des sols.[2] Tel qu'ailleurs, l'industrie de l'élevage est très importante sur le plan social et politique en RDC : de fait, elle assure la survie de plusieurs populations rurales en agissant comme source considérable de moyens de subsistance. Toutefois, la production à grande échelle destinée à la vente en zones urbaines est de plus en plus priorisée au détriment des petites productions destinées à la consommation dans les zones locales et les communautés environnantes. Parallèlement, les peuples tributaires des forêts ainsi que les groupes marginalisés, tels que les femmes, sont exploités, maltraités et privés de leurs droits fondamentaux. C'est notamment le cas au sein des territoires de Mwenga, Kalehe et Kabare, au Sud-Kivu,[3] qui feront l'objet de cet article.

Récolte de produits fourragers pour l'alimentation du bétail. **FCPEEP**

Certains villages des territoires de Mwenga, Kabare et Kalehe ont perdu de vastes superficies de forêts en raison de l'élevage. Ceci est dû, en grande partie, aux changements d'utilisation des terres liés à la production de cultures fourragères, où les arbres sont abattus et les sols brûlés pour la création de terres arables.[4] Ce phénomène est à la base de l'envahissement des aires protégées telles que le Parc National de Kahuzi-Biega (PNKB), la Réserve Naturelle d'Itombwe (RNI) ainsi que d'autres forêts communautaires par certains éleveurs qui sont à la recherche des nouveaux espaces. Cette situation engendre des conflits parfois meurtriers entre les éleveurs, les gestionnaires des aires protégées, ainsi que les communautés tributaires des forêts.[5]

[1] Ministère de l'environnement, conservation de la nature et développement durable de la RDC. 2016. Stratégie et plan d'action nationaux de la biodiversité (2016-2020), Kinshasa, p14, 15.
[2] http://www.fao.org/livestock-environment/fr/
[3] http://www.fao.org/ag/fr/magazine/0612sp1.htm
[4] Informations fournies par le Président de la Société civile environnementale du Sud-Kivu, entretien tenu à Bukavu, 4 Novembre 2020.

Outre la pression exercée sur l'environnement au Sud-Kivu, l'industrie de l'élevage a accentué la misère des populations tributaires des forêts ainsi que des communautés locales qui se trouvent dépossédées de leurs terres et de leurs forêts. Si certaines pratiques agricoles des communautés locales font également partie du problème, il faut reconnaître que les compagnies ont une grande responsabilité. D'ailleurs, plusieurs villages se voient envahis par des investisseurs, des actionnaires d'entreprises, des politiciens ainsi que des hommes d'affaires influents. Sous la protection des chefs coutumiers et des politiciens locaux, ils utilisent leurs influences politico-économiques pour accéder à la terre et aux ressources naturelles logées dans plusieurs zones forestières, profitant ainsi directement de la mauvaise gouvernance et de la faible réglementation de la région.

Les femmes sont également régulièrement exploitées dans l'industrie de l'élevage. En effet, étant considérées comme une main d'oeuvre docile et moins coûteuse, elles obtiennent de maigres salaires pour effectuer leurs tâches qui comprennent le transport du fourrage, le balayage des hangars, la corvée d'eau, l'alimentation du bétail et le lavage des ustensiles utilisés pour conserver le lait. Elles sont également exposées au harcèlement sexuel de la part des gérants et des propriétaires des fermes.[6] Les femmes sont davantage marginalisées car elles sont confrontées à des coutumes rigides qui leur refusent le droit à la propriété foncière, à l'héritage ainsi qu'au travail avec des conditions décentes et une rémunération juste. Au sein de plusieurs communautés, les femmes congolaises sont reléguées au second plan, ce qui accentue considérablement leur difficulté à défendre leurs droits ou leurs forêts.

L'exploitation minière : un autre facteur de la déforestation et des violations des droits humains en RDC

Plusieurs parallèles entre l'exploitation minière et l'industrie de l'élevage peuvent être constatés : de fait, de nombreuses compagnies agropastorales possédant des liens politiques étroits sont également impliquées dans l'industrie minière. Le secteur minier est divisé en grandes et petites échelles, les mines industrielles et artisanales[1] étant souvent en concurrence et en conflit les unes avec les autres. Aussi, les deux secteurs ont des impacts négatifs tels que la déforestation et la violation des droits des populations tributaires des forêts, ainsi que des répercussions néfastes sur les femmes qui sont exploitées pour de maigres revenus. La plupart des projets miniers réalisés au sein des territoires de Mwenga, Kalehe et Kabare sont à ciel ouvert et mènent à la destruction significative des forêts, à la détérioration des sols et des paysages, à la pollution de l'eau, en plus d'avoir des impacts sociaux et sanitaires sur les communautés avoisinantes. Au Sud-Kivu, les compagnies minières sont accusées d'exproprier les terres des communautés rurales. Elles usent de leur influence sur les autorités politiques et administratives, les chefs coutumiers, les leaders locaux ainsi que les groupes armés afin d'obtenir les permis d'exploitation sans le consentement libre, préalable et éclairé des communautés locales. Malgré la richesse de la RDC en matière de ressources naturelles, leur exploitation ne contribue pas à améliorer les conditions de vie de sa population. Ceci est une conséquence de la mauvaise gouvernance qui ponctue la politique, ainsi que de l'influence des entreprises sur les décideurs politiques.

[1] Ministère de l'environnement, conservation de la nature et développement durable de la RDC. 2016. Stratégie et plan d'action nationaux de la biodiversité (2016-2020), Kinshasa, p45.

L'exploitation minière au Sud-Kivu. **FCPEEP**

Généralement, les responsables de l'expansion de l'industrie de l'élevage en RDC sont des hommes d'affaires influents. Certains sont des politiciens en fonction ou à la retraite qui sont également des actionnaires directs au sein des entreprises agropastorales, ou ont des membres de leurs familles qui le sont. À l'aide des ressources financières dont ils disposent, ces chefs d'entreprises sont en mesure d'influencer facilement les décideurs

[5] Informations fournies par le Chargé du tourisme au PNKB, entretien tenu à la station de Tshivanga/PNKB, 2 Novembre 2020.
[6] Informations fournies par le Président des éleveurs des vaches dans le groupement de Bugorhe/Kabare, entretien tenu à Kashenyi, 5 novembre 2020.

L'industrie de l'élevage au Sud-Kivu. **FCPEEP**

afin qu'ils posent des actions politiques et administratives en leur faveur. Il s'agit notamment d'octroyer des subventions et d'autres incitations financières telles que des allègements fiscaux.

Au sein des territoires de Mwenga, Kabare et Kalehe, il existe de nombreux exemples où les sociétés bénéficient directement des liens étroits qu'elles entretiennent avec les décideurs politiques. L'entreprise 1,[7] par exemple, est active dans le secteur agropastoral et minier, et appartient à un homme d'affaires influent qui est associé à l'État congolais. L'entreprise 2 est une autre société agropastorale dirigée par un entrepreneur actuellement député à l'Assemblée national. D'ailleurs, celui-ci siège dans la Commission environnement et ressources naturelles au sein de l'Assemblée nationale de la RDC. L'entreprise 3, appartenant à un ancien ministre gouvernemental et député congolais, intervient aussi dans le secteur agropastoral. L'influence politique et financière que ces entreprises exercent sur les leaders locaux, les agents étatiques et les institutions politiques facilite leur acquisition de terres ainsi que leur accès à un large éventail de services et de soutien de l'État.

Les activités agropastorales se déroulent en RDC dans un contexte de gouvernance chancelante et de mépris brutal des droits humains. Les groupes marginalisés ne sont pas en mesure de revendiquer leurs droits face aux compagnies d'élevage établies sur leurs territoires puisque la corruption, le népotisme, l'impunité et le clientélisme garantissent que le système judiciaire ne soit pas indépendant et que les propriétaires de ces sociétés soient protégés par les membres du gouvernement qui gagnent à soutenir et à défendre leurs intérêts.

Certaines lois semblent favoriser la dépossession des terres des communautés locales en accordant des concessions foncières et forestières aux entreprises agropastorales. C'est le cas de la loi qui fait de l'État congolais le seul et inaliénable propriétaire du sol et du sous-sol,[8] considérant ainsi les autres individus comme de simples usagers ou locataires. En outre, les terres communautaires ne sont pas reconnues. Il y a donc un besoin urgent de mettre en oeuvre une réforme foncière en RDC afin de refléter les réalités économiques, environnementales et sociales des populations vulnérables et marginalisées, ainsi que pour faire valoir leurs droits coutumiers à occuper et à utiliser les terres communautaires non cadastrées.

Le soutien offert à l'industrie de l'élevage en RDC ne s'étend pas aux agriculteurs locaux, mais s'adresse aux entreprises ayant des liens étroits avec des politiciens influents. Ceci ne fait qu'accroître les ressources financières et l'influence politique qu'elles exercent, que renforcer la mauvaise gouvernance dans la région, et qu'éloigner l'industrie de l'élevage des systèmes plus durables, productifs et résilients dont le pays a grandement besoin.

[7] Les noms de ces sociétés ont été délibérément omis afin de protéger l'auteur. Ceci démontre, encore une fois, le danger et l'étendue de leur influence.
[8] Article 53 de la loi n° 73/021 du 20 juillet 1973 portant sur le régime général des biens, le régime foncier et immobilier et le régime des sûretés telle que modifiée et complétée par la loi n° 80-008 du 18 juillet 1980.

Les incitatifs à l'agriculture animale intensive minent la protection des forêts au Népal

Par **Bhola Bhattarai** et **Roshan Chikanbanjar**,
National Forum for Advocacy (NAFAN), Népal

Au Népal, tant l'élevage industriel que celui à petite échelle sont des vecteurs de déforestation, d'émissions de carbone, de pollution de l'eau et de l'air, et de perte de biodiversité. En particulier, les grands pâturages et leur expansion incontrôlée ont un impact sur la conservation des forêts.

Tandis qu'environ un quart de la population pratique l'agriculture animale.[1] Le soutien du gouvernement à l'élevage industriel du bétail favorise l'intensification et l'expansion des grandes fermes et de l'agro-industrie aux dépens des petits fermiers.

Bien que par habitant on en consomme relativement peu au Népal, la production de viande et de produits laitiers a augmenté de plus de 40 % au cours des dix dernières années. Alors que plus de la moitié de la production de viande et de produits laitiers provient des buffles, la production de volaille a connu de loin la plus forte augmentation, soit 260%, suivie par une augmentation de près de 70% de la production de porc.[2] La taille des cheptels a augmenté à un rythme plus lent au cours de la même période, ce qui suggère que l'intensification est la cause principale de ces fortes augmentations et que, dans le secteur de la production de volaille, c'est l'élevage industriel qui en est la cause plutôt que l'élevage à petite échelle

Les Népalais consomment en moyenne 40% plus de viande par habitant qu'il y a 20 ans, bien que l'augmentation de la consommation découle principalement de la hausse des revenus des familles de la classe moyenne.[3] Il est aussi démontré qu'une consommation élevée de viande rouge, en particulier de viande transformée, accroît les risques de maladies chroniques, dont les maladies cardiaques, le cancer, les accidents cérébraux-vasculaires et le diabète,[4] de plus en plus répandus au Népal.

Les pratiques religieuses représentent un autre facteur qui stimule la demande en bétail au Népal. Bien que le boeuf ne soit généralement pas consommé en raison de croyances religieuses, de nombreux hindous croient que le sacrifice d'animaux plaît à leurs dieux. Cela a des répercussions importantes sur les droits et le bien-être des animaux, en particulier lors des festivals. Par exemple, lors du festival Gadhimai, qui se tient tous les cinq ans pendant deux jours et qui attire des milliers de fidèles népalais et indiens, des milliers d'animaux sont sacrifiés, en particulier des buffles. Les organisations de défense des droits des animaux tentent depuis de nombreuses années de mettre fin à cette pratique inhumaine et cruelle, et l'évènement demeure très populaire bien qu'on l'ait interdit.

Festival Gadhimai. **Oriana.italy/Flickr**

[1] Karki, Y. K., 2015. Nepal Protfolio Performance Review (NPPR). Kathmandu: Ministère du Développement agricole (MOAD selon l'acronyme en anglais).
[2] Poudel et al., 2020. Livestock and Poultry Production in Nepal and Current Status of Vaccine Development. Vaccines, 8, 322.
[3] Ministère des finances, 2017. Sondage économique du Népall 2073/74 BS (2016/17)
[4] Wolk, A., 2017. Potential health hazards of eating red meat (Review). Institute of Environmental Medicine, Karolinska Institutet, Stockholm, Sweden J Intern Med 2017; 281: 106–122

L'élevage intensif au Népal. **Gaire/Flickr**

Petit éleveur au Népal. ***saipal/Flickr**

Il y a un manque évident de cohérence entre les politiques des diverses structures gouvernementales du Népal alors que de nombreuses lois, directives et mesures favorisent l'expansion de l'agriculture animale[5] et qu'un nombre restreint de politiques visent à protéger le bien-être des animaux.[6] Il existe également un conflit entre les politiques concernant l'élevage et la très respectée loi sur les forêts qui confie le contrôle de vastes zones forestières aux communautés. Tandis que la loi sur les forêts vise à contrôler le pâturage et la collecte de fourrage dans les forêts pour ainsi les protéger, d'autres politiques et lois encouragent l'utilisation des forêts pour les activités d'élevage, conduisant à leur dégradation.

Au-delà de son soutien politique, le gouvernement du Népal fait la promotion de l'agriculture animale par le biais de plusieurs projets de développement, qui incluent notamment des subventions et d'autres incitatifs aux agriculteurs. C'est le cas, entre autres, du Projet du Premier ministre de Modernisation agricole[7] qui a récemment été élargi et qui donne priorité à l'intensification et à la mécanisation. Le programme subventionne de façon significative l'achat de tracteurs (pour être éligibles, les agriculteurs doivent posséder au moins cinq hectares de terres arables), d'équipements et d'outils agricoles, de semences et d'engrais. Des subventions sont également accordées pour l'achat de variétés améliorées de semences et de plantes telles que le thé, le café, la cardamome et les noix d'arec, qui sont largement considérées comme des cultures commerciales plutôt que de subsistance.

Le coût des assurances est également subventionné par le gouvernement, couvrant les risques découlant de l'élevage, comme les maladies et la perte d'accès au marché. En 2013, le Conseil des assurances du Népal a publié les Directives sur l'assurance récolte et l'assurance bétail, grâce auxquelles les producteurs peuvent recevoir une subvention de 75 % des frais d'assurance.[8] Selon le ministère de l'Agriculture et du Développement de l'élevage, les dépenses d'assurance de l'élevage ont plus que décuplé entre 2014 et 2017, passant de 4,15 à 55,23 millions d'euros.[9]

En général, ces mécanismes de soutien s'adressent aux grandes exploitations agricoles privées. Les petits propriétaires et les paysans sans terre ne peuvent bénéficier de ces aides faute d'accès à l'information sur les programmes gouvernementaux, à cause de l'absence de moyens pour créer des entreprises et d'un manque de capital pour assurer les dépenses qui ne sont que partiellement subventionnées.

La nature discriminatoire des subventions et des mesures incitatives du Népal pour la production de bétail est le résultat de la forte influence du monde des affaires sur les processus d'élaboration des politiques du Népal et les intérêts que les entreprises privées défendent. Une source gouvernementale, qui souhaite rester anonyme, affirme que la plupart des entreprises agricoles nouvellement enregistrées bénéficient de subventions gouvernementales et qu'elles ont été créées par des élites politiques sur instruction des élus locaux. Un lien étroit existe entre le gouvernement et le secteur privé, et il s'agit d'une forme de corruption institutionnalisée qui permet que les énormes sommes d'argent allouées en subventions agricoles soient principalement versées à de riches agriculteurs et à des compagnies privées ayant des liens avec le gouvernement, mettant tout soutien financier hors de portée des agriculteurs pauvres et marginalisés.

[5] Comme la Loi sur l'élevage, 1976; la Loi sur l'Office national de Développement du secteur laitier, 1991; la Loi sur la Santé du bétail et les Services à l'élevage, 1998; la politique national de promotion de l'agriculture, 2006; la politique industrielle, 2011; la politique sur les teeres de pâturage, 2012; la politique sur l'agriculture animale, 2012; les Directives sur l'assurance récolte et l'assurance bétail, 2013; la politique des Forêts, 2015; la mise à jour des Directives sur l'assurance récolte et l'assurance bétail, 2017; et la politique nationale sur l'agroforesterie 2019.
[6] Comme la Loi sur la protection animale aquatique, 1960; la Loi du Népal sur le bien-être animal et sa protection, 2011; les Directives sur le bien-être animal, 2016
[7] https://pmamp.gov.np/
[8] Devkota, D., et al, 2020. Livestock insurance adoption in Nepal: lessons learned. Lalitpur: Conseil de recherche agricole du Népal.
[9] MOALD, 2020. Statistical information on Nepalese Agriculture. Kathmandu: Ministère de l'agriculture et du Développement de l'élevage (MOALD selon l'acronyme en anglais)

Comment l'agro-industrie européenne a frustré la réforme de la politique agricole commune et ses mesures incitatives perverses

Par **Nina Holland**, Corporate Europe Observatory
et **Simone Lovera**, Global Forest Coalition

Le 22 octobre 2020, moins de trois mois avant l'achèvement du premier plan stratégique (PS) de la Convention sur la biodiversité, les ministres et le Parlement de l'Union européenne ont adopté une décision qui va définitivement compromettre les nouvelles ambitions de l'UE en matière de biodiversité et d'agriculture durable: ils ont voté pour ne pas réorienter en profondeur l'un des systèmes de subventions les plus pervers de la planète, la politique agricole commune (PAC).

Ce faisant, ils ont fait en sorte que des milliards de l'argent des contribuables continuent d'être versés à l'agriculture industrielle plutôt qu'à l'amélioration des méthodes de production agricole. La décision viole l'objectif no. 3 du PS d'Aichi concernant l'élimination progressive ou la réforme des subventions et autres mesures incitatives perverses qui nuisent à la biodiversité, et fait fi de l'initiative « de la ferme à la table » de la Commission Von der Leyen et ses « stratégies pour la biodiversité », qui incluent la cible de réduire de 50 % l'utilisation des pesticides.

Pas moins d'un tiers du budget total de l'UE est consacré à la PAC. La PAC «nouvelle et révisée» permettrait de dépenser 391,4 milliards d'euros[1] en subventions de 2021 à 2027, principalement pour l'élevage et la production végétale agro-industriels conventionnels à grande échelle. Cette approche aura des effets dévastateurs sur les forêts et les autres écosystèmes, tant en Europe qu'à l'extérieur. Le nouveau régime continuera à subventionner un système agricole qui a été responsable de la perte dramatique d'espèces sur les territoires agricoles européens ainsi que ceux adjacents. Par exemple, BirdLife International a estimé que l'Europe a perdu 57 % des oiseaux des champs à cause du modèle agricole soutenu par la PAC.

De plus, en subventionnant fortement l'utilisation agricole conventionnelle de la terre, la PAC constitue un obstacle majeur aux initiatives qui soutiennent l'importance de réserver des territoires pour la restauration des forêts naturelles et d'autres écosystèmes. L'OCDE a souligné que tout système qui subventionne l'agriculture conventionnelle au détriment d'une utilisation alternative de la terre nuit à la biodiversité.[2] Les dépôts d'azote de l'industrie de l'élevage et les produits agrochimiques utilisés dans les

Une station de traite dans une ferme laitière. **Anguskirk/Flickr**

[1] https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/QANDA_20_985
[2] https://www.oecd.org/env/resources/19819811.pdf

La réforme de la PAC pourrait être l'occasion de réduire considérablement l'utilisation de pesticides et d'engrais. **Bill Meier/Flickr**

cultures et l'élevage agro-industriels ont un impact négatif énorme sur la qualité des forêts européennes et d'autres écosystèmes. En outre, en subventionnant une industrie d'élevage intensif qui importe de grandes quantités de soja génétiquement modifié d'Amérique du Sud, la PAC devient alors un moteur central de l'expansion du soja, et de la déforestation qui en résulte, dans des pays comme le Brésil, l'Argentine et le Paraguay (le présent rapport l'illustre par des études de cas sur l'impact de la production de soja dans ces pays).

Les impacts environnementaux de la PAC n'ont d'équivalents que les impacts sociaux dramatiques qu'elle provoque: entre 2005 et 2016, 10 millions de personnes ont perdu l'emploi qu'elles occupaient au sein de la main-d'oeuvre agricole régulière de l'UE. Des millions de petites fermes agricoles, littéralement, ont été amenées à fermer pendant les 40 dernières années d'application de l'agriculture européenne subventionnée. Aux Pays-Bas seulement, deuxième exportateur agricole mondial selon la valeur de ses exportations, 15 fermes agricoles en moyenne par jour ont fait faillite ou ont cessé leur production entre 1950 et 2014.[3] De 2003 à 2013, une ferme de l'UE sur quatre a disparu,[4] poussant autour de quatre millions de familles dans la misère.

La libéralisation des marchés agricoles est l'une des causes de cette tragédie, comme ceux du sucre et du lait, combiné au fait que l'on continue de distribuer des subventions à l'hectare, avec comme résultat que les grands agriculteurs et propriétaires terriens sont ceux qui profitent le plus des subventions de la PAC. On estime que 80 % de toutes les subventions octroyées aboutissent chez les 20 % de producteurs les plus importants de l'UE.[5]

Jusqu'à maintenant, les grandes entreprises agro-industrielles sont les grandes gagnantes de la PAC, devenue un précieux outil qui permet de diluer les engagements environnementaux plus ambitieux qu'a pris l'actuelle Commission européenne et qui affecteraient directement leurs profits, notamment la stratégie 2020 « de la ferme à la table », la Stratégie de l'UE pour la Biodiversité, et le « Pacte vert ». La cible de diminuer de 50% l'utilisation de pesticides et d'antimicrobiens, et celle de réduire de 20 % l'emploi d'engrais de synthèse, font partie de ces engagements. Vu que les fonds de la PAC n'ont pas été réorientés en fonction de ces objectifs, ces cibles sont devenues beaucoup plus difficiles à atteindre.

Les grands producteurs agro-industriels et l'élite du monde des affaires continuent d'avoir une grande emprise sur l'élaboration des politiques agricoles de l'UE. Comme le décrit un nouveau rapport de Corporate Europe Observatory,[6] Copa-Cogeca, un organisme parallèle qui représente les agriculteurs et les coopératives d'agriculteurs dont le géant laitier FrieslandCampina et la Rabobank, exerce une influence démesurée sur la Direction générale de l'agriculture de l'UE et en général sur le processus

[3] https://www.cbs.nl/nl-nl/achtergrond/2014/26/afname-aantal-boerenbedrijven-zet-door
[4] https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7089766/5-26112015-AP-EN.pdf/e18e5577-c2a4-4c70-a8c7-fd758ea7b726
[5] https://www.arc2020.eu/agriculture-atlas-tied-to-the-land/
[6] Voir https://corporateeurope.org/en/2020/10/cap-vs-farm-fork

La production de soja pour l'exportation est un moteur de la déforestation au Brésil ainsi qu'au sein d'autres pays d'Amérique latine. **Bruno Kelly/Amazônia Real**

décisionnel agricole dans l'UE. Le président du Conseil de l'UE accorde traditionnellement une audience privée à Copa-Cogeca avant les réunions du Conseil des ministres de l'agriculture de l'UE afin qu'elle puisse faire entendre son point de vue. Lors de la réunion cruciale du Conseil agricole de septembre 2020, on lui a même offert de s'adresser directement à l'ensemble des ministres de l'agriculture.

De surcroît, Copa-Cogeca, plusieurs organisations partenaires comme le groupe de pression des grands propriétaires terriens ELO, et l'industrie alimentaire dans son ensemble, dominent les prétendus Groupes de dialogue civil institués afin de soumettre à la Commission européenne des recommandations sur les nouvelles politiques et législations, y compris sur la PAC. Ils occupent 68,4 % des sièges dans le groupe des cultures arables et 73,6 % dans le groupe du lait. En 2019, le Copa-Cogeca a présidé huit des 13 groupes existants.

Parallèlement, le groupe de pression sur les pesticides Croplife, conjointement avec BASF, ont tenté de saper l'objectif de réduction des pesticides du programme « de la ferme à la table » en organisant une table ronde en juin 2020 pour discuter à portes closes de leurs préoccupations avec le commissaire à l'agriculture.

Il arrive même parfois que les grands intérêts agro-industriels et le gouvernement sont incarnés par une seule et même personne, comme c'est le cas du Premier ministre tchèque Andrej Babis. Ce conflit d'intérêts évident a conduit l'Office européen de lutte antifraude à faire une enquête. Babis possède plusieurs grandes entreprises agro-industrielles qui ont reçu, en 2018, 42 millions d'euros de subventions de la PAC, accordées par son propre gouvernement.[7] Il n'est pas étonnant que le gouvernement tchèque se soit prononcé en faveur du maintien de la PAC sans réforme majeure ainsi que pour une plus grande flexibilité des gouvernements nationaux à décider de l'octroi des subventions agricoles et de la nécessité de fixer un plafond ou pas.

La PAC va définitivement affaiblir le Pacte vert adopté récemment par l'UE. Cette politique entrera clairement en contradiction avec la nouvelle Stratégie de l'UE pour la Biodiversité, et il est ironique que celle-ci ait été adoptée pendant cette même "Semaine verte" qui a accueilli l'adoption de la nouvelle PAC. Il est rare d'observer des exemples plus clairs d'incohérence et de dissonance dans l'élaboration de politiques en matière de biodiversité. L'actuelle Commission européenne, qui a investi du temps et de crédibilité dans son Pacte vert et, plus largement, dans des politiques européennes plus respectueuses du climat et de la biodiversité, devrait abroger sa proposition de PAC ou encore identifier d'autres mesures qui permettent d'obliger les États membres à tenir compte d'objectifs écologiques au moment de dépenser l'argent de la PAC. À défaut de cela, l'UE prendra part aux négociations de l'année prochaine sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 avec aussi peu de légitimité que son projet de PAC est vaste.

[7] https://www.nytimes.com/2019/12/11/world/europe/eu-farm-subsidy-lobbying.html

Portucel Moçambique: vos profits ne conduisent pas à notre développement !

Par **Vanessa Cabanelas**, Justiça Ambiental, Mozambique

Initialement connue sous le nom de Portucel Soporcel Group, une compagnie portugaise de pâtes et papiers (voir page 27), elle est devenue en avril 2009 Portucel Moçambique sous le leadership de la Compagnie Navigator. Cette même année, le gouvernement du Mozambique lui accorde le droit de planter des eucalyptus sur une superficie de 173 000 hectares au sein de la province de Zambézie. En 2011, on lui octroie 183 000 hectares supplémentaires dans la province de Manica.

Les plantations sont mises en place pour être transformées en copeaux de bois destinés à l'exportation vers les usines de pâtes et papier de Navigator, au Portugal, puis approvisionner l'usine qu'ils envisagent de construire au Mozambique. Cela est faussement mis de l'avant à la fois comme un projet de développement afin d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales et comme un projet de reboisement pour atténuer les impacts des changements climatiques. Jusqu'à présent, Portucel n'a planté que 13 500 hectares, mais cela a déjà causé de grands effets néfastes sur la communauté.

Le projet de Portucel est considéré comme un investissement important pour le gouvernement mozambicain et correspond au modèle de développement du pays, où de grands investisseurs sont soutenus pour extraire les richesses naturelles nationales aux dépens de sa population. Portucel a également largement bénéficié du financement climatique et du développement international. En décembre 2014, la Société financière internationale (IFC), une institution de développement de la Banque mondiale, a acquis environ 20% des parts de Portucel,[1] et en 2016, le Programme d'investissement forestier, l'un des fonds d'investissement climatique également sous la tutelle de la Banque mondiale, a financé la mise en terre des premiers 40 000 hectares.[2]

Une communauté entourée de plantations d'eucalyptus. **Justiça Ambiental**

« Lorsque l'eucalyptus est arrivé ici, il nous a détruits. Avant que cela ne se produise, nous ne souffrions pas de la faim, nous avions accès au bois de chauffage, nous n'avions ni de problèmes d'eau ni de la difficulté à trouver de la paille pour couvrir nos toits. Aujourd'hui, nous n'avons nulle part où produire, la plupart de nos champs sont déjà entre les mains de Portucel. » Un membre de la communauté de Mutaliua, district de Namarroi, province de Zambézie.

En 2016, Justiça Ambiental (JA) a publié « Portucel : le processus d'accès à la terre et les droits des communautés du Mozambique »,[3] un rapport basé sur un travail de terrain mis en oeuvre depuis 2011 ainsi que sur des entrevues et des visites au sein de plusieurs communautés affectées par le projet. Il décrit le désespoir généralisé des communautés rurales pauvres et documente comment la plupart des groupes affectés se sentent trompés par les promesses d'une vie et d'un emploi meilleurs ainsi que par des projets de construction d'écoles et de puits qui ne se sont jamais concrétisés.

Les terres appartiennent à l'État au Mozambique, et c'est celui-ci qui accorde le droit d'utiliser et de bénéficier de la terre à la fois aux

[1] http://en.portucelmocambique.com/var/ezdemo_site/storage/original/application/485f8a78c5d3c71da8055572aa115483.pdf
[2] https://www.climateinvestmentfunds.org/sites/cif_enc/files/meeting-documents/mozambique_fip_investment_plan.pdf
[3] https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2017/04/Portucel_O_Processo_de_acesso_%C3%A0_Terra_e_os_direitos_das_comunidades_locais.pdf

Un agriculteur touché par l'accaparement des terres pour les plantations d'eucalyptus. **Justiça Ambiental**

particuliers et aux entreprises. La loi prévoit la protection des droits fonciers coutumiers pour les communautés locales, malgré que celles-ci en aient rarement conscience. L'article 13 de la loi n°19/97, loi foncière du Mozambique établit que *« le processus d'attribution des droits d'utiliser et de profiter des terres incluent la consultation des autorités administratives locales précédée de consultations avec les communautés respectives, dans le but de confirmer que cette zone soit libre d'autres utilisations et inoccupée. »*

Portucel affirme que seules les terres marginales, abandonnées et à faible rentabilité sont utilisées. Toutefois, les terres concédées à l'entreprise sont déjà occupées par des forêts primaires, des savanes ou par des terres fertiles utilisées pour la production alimentaire bénéficiant approximativement 13 000 familles en Zambézie, ainsi que 11 000 familles à Manica. Ces 24 000 familles dépendent directement de l'agriculture paysanne familiale pour leurs moyens de subsistance, et l'expansion des plantations est en concurrence directe avec leur capacité à se nourrir.

« Nous n'avons pas abandonné nos terres librement, nous avons été pris au dépourvu lorsque les machines ont creusé les champs. » les propos d'un membre de la communauté Mataliua, district de Namarroi, province de Zambézie.

Portucel affirme avoir mené un très vaste processus de consultation participative après quoi, les communautés consultées auraient volontairement abandonné leurs terres pour les plantations. Bien que les consultations communautaires soient une exigence au Mozambique, elles ne sont, en fin de compte, qu'une simple formalité. La société portugaise profite du fait que la grande majorité des communautés rurales ignorent leurs droits, leur rôle au sein des processus de consultation communautaires ou même qu'elles ont le choix et peuvent refuser de céder leurs terres.

En outre, les communautés consultées par Portucel n'ont pas la moindre idée de ce qu'implique vivre complètement entouré d'hectares d'eucalyptus puisque les informations importantes relatives aux plans de la compagnie leur sont délibérément cachées. Cela inclut la superficie totale plantée, les impacts sociaux et environnementaux potentiels, les moyens développés pour améliorer les routes et les chemins et ce en quoi les emplois consistent.

« Ils nous ont fait de nombreuses promesses, mais nous n'avons encore rien vu! Maintenant qu'ils se sont appropriés nos champs, ils ont oublié la question des ponts, des écoles et des puits. Nous étions en réunion, les communautés de Harela, Nalelo, Macuna et Mutaliua, avec Portucel, et nous avons exigé que la compagnie tienne ses promesses. Cependant, les représentants de la société ont dit que les ponts, les hôpitaux et les routes sont la responsabilité du gouvernement. » Propos d'un membre de la communauté de Harela, district d'Ile, province de Zambézie.

Les promesses d'emplois et de meilleures conditions de vie ont été sans aucun doute les principales raisons qui ont initialement conduit les communautés à accepter la mise en oeuvre du projet. Toutefois, aujourd'hui, ces mêmes communautés réalisent que la stratégie de Portucel était de les tromper avec de fausses promesses qui tiraient parti de leur pauvresse et de leur vulnérabilité foncière. Selon ces communautés, sur les milliers d'emplois promis, très peu ont réellement été créés. En outre, ils sont saisonniers, très mal rémunérés et ne couvrent même pas la valeur de ce que les fermiers produisaient autrefois sur les terres qu'ils ont

cédées. Une visite de la région confirme que peu de ce qui a été promis a été tenu et il est aberrant d'entendre les témoignages des injustices subies.

Malgré un grand nombre de plaintes déposées auprès du gouvernement, des dirigeants locaux et du président de la République, rien n'a changé. Dans plusieurs cas, les communautés n'ont même pas reçu de réponse suite à leurs appels, leurs lettres et leurs pétitions.

De nombreux obstacles qui génèrent la peur et la méfiance s'opposent également aux organisations de la société civile qui travaillent de pair avec les communautés. Elles sont accusées par les représentants gouvernementaux de travailler pour des intérêts extérieurs, d'être contre le développement national et d'être des insurgés, une référence à l'insurrection islamiste en cours au nord du pays.

Il est également extrêmement difficile d'accéder aux informations qui, selon la loi, devraient être rendues publiques. A plusieurs reprises, JA a demandé des copies des procédures légales d'obtention des droits fonciers, ainsi que des copies des rapports de suivi social et environnemental soumis par Portucel aux ministères du gouvernement. Bien que se présentant comme une société honnête et transparente, et que, selon la loi, l'État a l'obligation de divulguer ces documents, JA a dû poursuivre le ministère des terres et de l'environnement devant le tribunal administratif afin de les obtenir.

« Rien n'a changé à Hapala, nous pleurons parce qu'on nous a pris nos terres… on nous a promis une école, nous ne la voyons pas… on nous a promis un hôpital, nous ne le voyons pas… on nous a promis du travail, nous ne le voyons pas. Nous sommes désespérés de constater que rien ne change. Nous ne voyons pas les améliorations des conditions de vie qu'on nous avait promises. » Propos d'un membre de la communauté de Hapala, district d'Ile, province de Zambézie.

Malgré ces défis, JA ainsi que d'autres organisations nationales ont aidé les communautés touchées à amplifier leurs revendications et à faire valoir leurs droits. Dans le cadre de ces efforts, elles ont organisé des réunions où les communautés qui résistent à l'invasion de leurs terres et leurs moyens de subsistance pouvaient partager leurs expériences. Elles ont également organisé des rencontres entre les communautés déjà en conflit avec Portucel et celles où les plantations n'ont pas encore débuté afin de leur permettre d'être plus conscientes des réels impacts sur leurs vies et pour qu'elles puissent faire un choix éclairé et informé sur l'opportunité de céder leurs terres.

À ceux et celles qui continuent de croire aux « contes de fées » de Portucel, et à la manière dont son travail contribue à améliorer les conditions de vie des personnes touchées par les plantations, nous vous recommandons de visiter vous-même ces communautés. Ainsi vous ferez l'expérience des conditions merveilleuses dans lesquelles ces gens vivent et combien leur vie s'est améliorée. Vous pouvez visiter les écoles et les centres de santé que Portucel a construits, vous promener sur les routes et les sentiers que l'entreprise a perfectionnés ainsi que boire l'eau propre des puits qu'elle a installés. La réalité est différentes évidemment :

« Nous avons été bernés : si nous prêtons quelque chose à quelqu'un et qu'il n'en prend pas soin et ne tient pas ses promesses, cela devrait nous être rendu … Nous voulons ravoir nos terres. »

Les plantations d'eucalyptus de Portucel au Mozambique. **Justiça Ambiental**

L'emprise de l'industrie des pâtes et papiers sur les décisions politiques est à l'origine des grands feux de forêt au Portugal et de l'accaparement des terres au Mozambique

Par **Oliver Munnion**, Global Forest Coalition, Portugal

La Compagnie Navigator (antérieurement Portucel) et propriétaire de Portucel Moçambique est le plus grand producteur de pâtes et papiers d'Europe. Le pouvoir de *lobbying* de l'entreprise, combiné au phénomène des portes tournantes entre l'industrie et le gouvernement portugais, a favorisé son obtention de grandes subventions, la mise sur pied de mécanismes de soutien financier et le démantèlement des obstacles à l'expansion des plantations. Non seulement le Portugal est le pays détenant la plus grande proportion de plantations d'eucalyptus au monde mais la situation a aussi accéléré l'expansion des plantations au Mozambique, une ancienne colonie, provoquant des effets dévastateurs.

Dans son article "Portucel Moçambique: vos profits ne conduisent pas à notre développement!" (voir la page 24), Justiça Ambiental décrit comment la compagnie piétine les droits et les moyens de subsistance des communautés rurales et agricoles pour mener à bien son projet de planter plus de 300 000 hectares d'eucalyptus et ainsi alimenter ses opérations de pâtes et papiers. Vestige du terrible passé colonial du Portugal, les entreprises portugaises jouissent d'un accès privilégié aux marchés mozambicains, conduisant à un maximum de profits pour les investisseurs et à un minimum de bienfaits pour les Mozambicains. Les investissements de la Compagnie Navigator au Mozambique découlent ainsi étroitement du pouvoir de l'entreprise à contrôler la prise des décisions politiques au Portugal, de sorte qu'on lui octroie de grosses subventions et des incitatifs qui garantissent la profitabilité de son modèle de plantations.

Au Portugal, l'impact le plus important qu'ont les plantations est sans doute leur propension à prendre feu. Le pin et l'eucalyptus sont extrêmement sensibles aux incendies, et l'extension du territoire où l'on plante ces espèces en monoculture entraîne des feux de forêts qui se propagent à grande vitesse et avec intensité. De mémoire d'homme, c'est en 2017 que le Portugal a vécu sa pire saison des feux alors qu'un demi-million d'hectares de terres ont brûlé et que 115 personnes sont décédées, particulièrement lors des grands incendies des mois de juin et octobre. L'industrie des pâtes et papiers travaille d'arrache-pied pour

Une réunion communautaire afin de discuter des impacts de l'eucalyptus au Mozambique. **Justiça Ambiental**

En 2017, de vastes zones de plantations d'eucalyptus ont brûlée au Portugal. **Domingos Patacho**

Les pins et les eucalyptus plantés pour la pâte à papier ont brûlé en 2017. **Ronnie Hall**

nier toute responsabilité derrière le terrible problème des feux de forêts du Portugal, et si l'on peut dégager une conséquence positive des incendies, c'est bien qu'il est désormais largement reconnu que l'industrie est un facteur clé de cette destruction massive.[1]

L'industrie des pâtes et papiers du Portugal, la Compagnie Navigator en tête, exerce une grande influence sur les décideurs grâce à leur pouvoir de *lobbying*, et elle déploie de nombreuses opérations de relations publiques au niveau environnemental afin de faire pencher l'opinion publique en sa faveur, se dotant d'une image «verte» en faisant miroiter l'illusion d'un développement durable. Des décennies d'incidence sur les gouvernements successifs du Portugal ont porté fruit, menant au démantèlement des règlementations forestières et à l'expansion incontrôlée des plantations d'eucalyptus.[2] Selon l'expert forestier Paulo Pimenta de Castro, « *… vu l'absence de l'État, [l'industrie des pâtes et papiers] gère le marché du bois et le pays à son gré.* »[3]

Dans son étude publiée à la fin de 2017, Susana Coroado,[4] vice-présidente de Transparency International au Portugal, expose les liens étroits entre la Compagnie Navigator et le gouvernement portugais. Susana souligne que le président de Navigator de l'époque, Pedro Queiróz Pereira, est le neuvième homme le plus riche du Portugal et est considéré la dix-neuvième personne la plus influente au pays. Queiróz Pereira finance aussi régulièrement les campagnes politiques, dont les élections présidentielles de 2011 où il a donné au candidat victorieux le montant maximum permis par la loi.

Navigator ne ménage pas ses tactiques de *lobbying* lorsque cela est nécessaire. Lorsque le parti politique présentement au pouvoir a promis d'annuler la loi qui dérèglemente l'expansion des plantations d'eucalyptus, l'industrie a sorti ses gros canons pour maintenir l'initiative au bas de la liste des priorités. La pression a été telle que le président de Navigator du moment a menacé de suspendre complètement l'investissement de la compagnie au Portugal, et il a annulé l'investissement de 120 millions d'euros dans l'une de ses fabriques, menaçant de la relocaliser ailleurs.[5]

Celpa, l'association des producteurs de pâtes et papiers du Portugal, qui représente Navigator et dont les membres contrôlent près de 200 000 hectares de plantations, est aussi reconnu comme un puissant lobbyiste. Récemment, son directeur administratif, qui a aussi été directeur des ventes mondiales de Navigator pendant 16 ans, a déployé d'importants efforts pour obtenir jusqu'à 665 millions d'euros de financement dans le cadre du Programme de Réactivation et Résilience, une initiative concernant les risques d'incendies et la pandémie. Il a lancé un appel en faveur d'un «équilibre» entre la conservation forestière et la production[6] en défendant le mythe que des plantations d'eucalyptus bien gérées réduisent les risques d'incendie. Il est bien sûr resté muet quant au fait que les forêts désignées pour la conservation de la biodiversité ne couvrent qu'à peine 4,5% du couvert forestier du Portugal, comparativement à 26% pour les plantations d'eucalyptus.[7]

La Compagnie Navigator est aussi l'une des 16 entreprises impliquées dans l'initiative d'éco-blanchiment «Act4Nature Portugal» mise sur pied par le Conseil des entreprises du Portugal pour le Développement durable (BCSD selon l'acronyme en anglais). La compagnie espère mettre la main sur 40 millions d'euros de fonds publics pour rétribuer et inciter les propriétaires terriens à «planter et administrer des forêts». Supposément une réponse aux feux de forêts au Portugal, ce financement paraît plutôt être conçu pour financer une gestion plus profitable des plantations que pour la restauration des forêts.[8]

Le rapport de Susana Coroado décrit aussi le phénomène des portes tournantes entre le gouvernement et l'industrie des pâtes et papiers. L'actuel directeur gestionnaire d'Agroges,[9] une entreprise agricole dont les principaux clients sont les producteurs de pâte à papier, travaillait auparavant pour le gouvernement portugais à titre de consultant pour le Ministère de l'agriculture. Il a quitté ses fonctions

[1] https://magazine.scienceforthepeople.org/geoengineering/fire-plantations-portugal/
[2] https://torresvedrasweb.pt/torres-vedras-100-eucaliptal-e-isso-que-queremos-artigo-de-opiniao-de-rui-matoso/
[3] https://www.publico.pt/2020/12/11/opiniao/opiniao/suicidio-celuloses-1942265
[4] https://www.nexojornal.com.br/ensaio/2017/Inc%C3%AAndios-em-Portugal-quando-os-lobbies-matam
[5] Ibid.
[6] https://www.publico.pt/2020/11/29/economia/noticia/papeleiras-pedem-investimento-equilibrado-floresta-producao-conservacao-1941020
[7] Tiago Monteiro-Henriques and Paulo. Fernandes, 2018. Regeneration of Native Forest Species in Mainland Portugal: Identifying Main Drivers. Forests, 9, 694
[8] https://eco.sapo.pt/2020/09/25/so-17-empresas-portuguesa-estao-comprometidas-com-a-biodiversidade-governo-quer-mais/
[9] https://www.agroges.pt/equipa-francisco-gomes-silva/

Les pins et les eucalyptus plantés pour la pâte à papier ont brûlé en 2017. **Mrinalini Rai**

pour occuper un poste au sein d'Agroges pour plus tard réintégrer le gouvernement en tant que Secrétaire d'État du Développement rural. À la fin de son mandat, il est revenu chez Agroges en tant que directeur. Comme autre exemple, l'ancien Secrétaire d'État pour les forêts, qui a occupé ses fonctions jusqu'en 2003, était précédemment un employé de Portucel. À cela s'ajoute que pas moins de neuf anciens membres du gouvernement ont aussi uvré, à un moment ou un autre, pour le conglomérat Semapa, qui possède 77% de la Compagnie Navigator.[10]

Suite aux incendies de 2017, le gouvernement portugais a adopté plusieurs mesures pour s'assurer qu'une telle tragédie ne se répète plus. Parmi celles-ci, il a créé un programme pour un «Système intégré de gestion des incendies en zones rurales» et a nommé comme président Tiago Martins Oliveira, lequel a travaillé pour la Compagnie Navigator pendant 20 ans. Ce n'était pas la première fois que Oliveira offrait ses services à l'actuel premier ministre du Portugal. En effet, en 2005, il était l'un des techniciens mandatés pour élaborer les propositions gouvernementales de réforme forestière.[11]

Les subventions de l'État et d'autres programmes d'aide ont encouragé la plantation d'eucalyptus, favorisée aussi par l'absence de contraintes réglementaires. Seulement pour l'année 2017, le gouvernement du Portugal a injecté 18 millions d'euros pour améliorer la productivité des plantations, en complément de l'investissement de 125 millions d'euros de la compagnie Altri, un chef de file dans la production d'eucalyptus.[12] Neuf millions d'euros additionnels sont parvenus de l'Union européenne par le biais d'un programme de développement rural pour soutenir le reboisement d'eucalyptus sur des plantations qui avaient été coupées déjà trois fois. Ces territoires sont aussi considérés comme présentant un haut risque d'incendies.[13] Le programme du Portugal «Clean and Nourish» investira aussi 17 millions d'euros dans des entreprises représentées par Celpa pour les aider à administrer des plantations d'eucalyptus au cours des prochaines années.[14]

Les congés de taxes représentent aussi un autre incitatif, que cela soit l'intention ou pas. À la fin de 2019, le gouvernement portugais a admis avoir «oublié» d'imposer la taxe auprès des producteurs de pâtes et papiers qui alimente le Fonds permanent des Forêts. Ce fonds a été mis en place afin de planter des arbres à croissance lente et ainsi contribuer aux efforts pour régénérer les zones dévastées par les feux de forêts de 2017. Il est clair que le gouvernement n'avait aucune intention de collecter la taxe de manière rétrospective. Pour preuve, la mesure a tout simplement disparu du budget de 2020.[15]

Le milieu international de la finance joue aussi un rôle significatif, comme la Banque européenne d'investissement (BEI) qui a récemment donné 27,5 millions d'euros à la Compagnie Navigator pour qu'elle remplace par une chaudière à biomasse le générateur au gaz de son moulin de pâte à papier à Figueira da Foz (qui va aussi vendre de l'électricité subventionnée au réseau). L'entreprise vise ainsi à atteindre le « zéro émission nette » d'ici 2035.[16] C'était la huitième fois que la BEI finançait la compagnie au cours des dernières années.[17] De surcroît, à chaque année, la Compagnie Navigator est lourdement subventionnée par des millions d'euros afin de vendre de l'électricité au réseau du Portugal, principalement en brûlant de la biomasse.[18]

Sans aucun doute, l'aide reçue par la Compagnie Navigator n'a pas été investie pour soutenir sa propre main-d'oeuvre en cette année particulièrement difficile pour les travailleurs de ses fabriques. Le principal syndicat qui représente les travailleurs et travailleuses affirme que les annonces de la compagnie pour soutenir les travailleurs sont de la *« poudre aux yeux »* et que l'entreprise tente de *« faire taire les travailleurs et la contestation pour pouvoir redistribuer tranquillement à ses actionnaires ses quelque 100 millions d'euros de profits »*.[19]

[10] https://www.nexojornal.com.br/ensaio/2017/Inc%C3%AAndios-em-Portugal-quando-os-lobbies-matam
[11] https://visao.sapo.pt/atualidade/politica/2017-10-26-quem-e-o-homem-escolhido-para-a-missao-de-acabar-com-o-flagelo-dos-incendios/
[12] http://observador.pt/2017/01/16/governo-disponibiliza-18-milhoes-de-euros-para-melhorar-produtividade-na-plantacao-de-eucalipto/
[13] https://www.publico.pt/2017/06/23/politica/noticia/governo-esta-a-financiar-renovacao-do-eucaliptal-em-zonas-como-a-de-pedrogao-1776653
[14] https://www.publico.pt/2020/06/13/sociedade/noticia/programa-limpa-aduba-investe-17-milhoes-ate-2024-1920361
[15] https://www.dn.pt/opiniao/opiniao-dn/daniel-deusdado/governo-esqueceu-se-do-novo-imposto-sobre-as-celuloses-leu-bem-11668014.html
[16] https://www.publico.pt/2020/09/01/economia/noticia/bei-financia-275-milhoes-euros-nova-caldeira-biomassa-navigator-1929757
[17] https://www.noticiasaominuto.com/economia/1557644/bei-financia-energia-limpa-da-navigator-com-27-5-milhoes
[18] https://jornaleconomico.sapo.pt/noticias/the-navigator-company-produziu-em-2018-cerca-de-4-da-energia-eletrica-em-portugal-482026
[19] https://www.noticiasdecoimbra.pt/sindicatos-dizem-que-ajudas-anunciadas-aos-trabalhadores-da-navigator-sao-pura-ficcao/

Les financements climatiques sous l'emprise des entreprises: la stimulation des investissements au sein des plantations d'arbres et de la bioénergie plutôt que la restauration des forêts

Par **Oliver Munnion**, Global Forest Coalition, Portugal et **Coraina de la Plaza**, Global Forest Coalition, Espagne

Le capitaliste voit en chaque crise une opportunité de profit.[1] L'emprise, par les entreprises, des financements climatiques en est l'une des versions les plus sournoises : le secteur privé ne manque jamais l'occasion d'accéder à de fonds publics mises à disposition par le biais de différents mécanismes de financement et de politiques pour combattre la crise climatique.

Cet engagement du secteur privé est activement valorisé par les principaux fonds climatiques, y compris le Fonds vert pour le climat (FVC), les Fonds d'investissements climatiques (FIC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui se considèrent de plus en plus comme des outils de mobilisation des investissements du secteur privé plutôt que des fonds d'investissement publics. Le FVC, par exemple, possède un mécanisme spécial pour les investissements privés afin de *« financer et mobiliser les acteurs du secteur privé, y compris les investisseurs institutionnels, et de tirer parti des fonds du FVC pour encourager les entreprises à investir conjointement »*.[2] Les entreprises sont considérées à la fois comme des partenaires et des co-investisseurs, ainsi qu'en tant que bénéficiaires du FVC, ce qui ouvre la porte à une multitude de dépendances financières mutuelles et de conflits d'intérêts.

Les pays donateurs sont les principaux moteurs de la privatisation du financement pour le climat. Ils n'ont pas réussi à produire les 100 milliards de dollars par an qu'ils avaient promis lors du Sommet mondial pour le climat, à Paris, et tentent désormais de

Le FEM et les subventions du PNUD pour la production de charbon de bois au Brésil

Le projet « Fer et acier durables » est un autre exemple récent illustrant l'ingérence du secteur privé au sein du financement public de la lutte contre les changements climatiques. Il est financé par le FEM et mis en oeuvre par le PNUD à Minas Gerais, au Brésil. Deux grandes compagnies brésiliennes de fer en fonte brute et deux multinationales sidérurgiques aux antécédents médiocres sont directement subventionnées afin de produire du charbon de bois « durable » à partir de plantations d'eucalyptus. Grâce à celles-ci, les compagnies produisent du fer et de l'acier. Une enquête récente au sein du projet1 fait valoir que celui-ci crée en réalité une incitation perverse à l'expansion de plantations d'eucalyptus très dommageables et conflictuelles. Parallèlement, il ne parvient pas à lutter contre les émissions du plus grand émetteur de dioxyde de carbone du secteur industriel du Brésil. En réalité, ce que le projet vise à faire est de réduire les coûts de production du soi-disant « charbon de bois durable » de manière à ce que l'industrie puisse créer un approvisionnement stable et bon marché de carburant socialement acceptable, qui répond à la législation et qui est éligible aux crédits carbone, ce qui compenserait l'augmentation des coûts de production.

Du charbon de bois produit à partir d'eucalyptus pour l'industrie du fer et de l'acier. **Federica Giunta**

[1] https://globalforestcoalition.org/brazil-charcoal-case-study/

[1] Klein, N. (2007). The shock doctrine: The rise of disaster capitalism. Toronto: A.A. Knopf Canada.
[2] https://www.greenclimate.fund/sites/default/files/document/green-climate-fund-s-private-sector-facility_0.pdf

Le soutien de FVC au Fonds Arbaro

Présentée en tant que projet du secteur privé afin de capturer le carbone dans les arbres, la demande validée du Fonds Arbaro pour 25 millions de dollars de financement afin de créer 75 000 hectares de plantations est symbole de la direction des choses à venir. Tout d'abord, malgré qu'il soit considéré comme un projet du secteur privé, la plupart des investisseurs de Arbaro sont publics et incluent, en plus du FVC, la Banque européenne d'investissement, le Fonds finlandais pour la coopération industrielle ainsi que la Société néerlandaise de financement du développement (FMO). Par ailleurs, le Fonds Arbaro est lui-même un investisseur, ce qui signifie que ces fonds publics sont deux étapes en amont des projets de plantation engendrés, sans pratiquement aucun mot à dire à propos de la façon dont ils sont mis en oeuvre ou de ce qu'adviendra du bois produit. Enfin, le plan d'affaires d'Arbaro prévoit, dans 15 ans, la vente des investissements qu'ils ont eux-mêmes réalisés en utilisant le financement climatique public, et enfin la clôture du Fonds. Ainsi, les fonds propres fournis[1] par le FVC seront remboursés avec des intérêts, qui, selon le FVC, lui permettront de réinvestir dans d'autres projets. Cela signifie que le FVC n'a aucune influence ni pouvoir décisionnel sur les plantations ainsi financées, et n'a aucun mot à dire sur ce qu'il adviendra du bois lorsque le Fonds cessera d'exister. Il est donc fort probable que les seuls bénéficiaires de ce projet soient les gestionnaires d'Arbaro qui tirent un salaire substantiel des deniers publics. Toutefois, ces problèmes de gouvernance alarmants ainsi que le fait, étayé par la science, que les plantations offrent peu ou pas d'avantages en matière d'atténuation,[2] comparativement aux options d'utilisation alternative des terres comme la restauration des forêts, n'ont pas suffi à dissuader les membres du conseil d'administration du FVC d'approuver la proposition.

L'eucalyptus est l'espèce de prédilection pour les projets de financement pour le climat impliquant des plantations d'arbres. **Simone Lovera**

[1] Les financements en fonds propres impliquent des financières qui achètent des actions dans une société ou une entité, mais qui n'opèrent pas de la même manière que les prêts ou les subventions.
[2] Par exemple, voir : https://www.nature.com/articles/d41586-019-01026-8

camoufler cette carence d'investissement public derrière un écran de fumée d'investissements privés. Il n'est donc pas étonnant que les États Unis, l'Union européenne et le Japon se trouvent parmi les principaux défenseurs de l'engagement du secteur privé dans le financement et l'élaboration des politiques climatiques.[3]

Grâce à leurs efforts, les entreprises sont de plus en plus présentes lors des négociations climatiques. Un simple regard dans les salles de conférence de la CCNUCC permet de constater la présence de nombreuses compagnies, d'associations internationales et de groupes de financement privés, y compris de nombreuses entreprises dont les intérêts sont carrément opposés à la résolution de la crise climatique. Par exemple, le PDG de Shell s'est vanté de son influence sur la rédaction de l'article 6 de l'Accord de Paris,[4] et l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission avait une délégation de plus de 140 personnes lors de la COP25 à Madrid, y compris des représentants de Shell et Chevron. Il n'est également pas surprenant de voir le rachat d'entreprises sous la forme de partenariats public-privé, des conventions de participation et de nombreux autres mécanismes de financement opaques.

Bien entendu, les investisseurs du secteur privé ne s'intéressent qu'aux investissements qui leur sont rentables. C'est pourquoi ils sont particulièrement intéressés par les plantations commerciales d'arbres et la production de bioénergie. Comme le montrent d'autres articles de ce rapport, ces deux fausses solutions aux changements climatiques gagnent en popularité car elles sont activement promues et encouragées par les décideurs politiques. Les véritables solutions climatiques qui s'attaquent aux causes profondes de la crise, telles que la réduction drastique des émissions et la restauration des écosystèmes, offrent très rarement des opportunités de profit. Par ailleurs, les plantations et la bioénergie sont des activités commerciales qui génèrent des bénéfices lorsque le bois et l'électricité, sans oublier les crédits carbone, sont vendus. Elles représentent donc une opportunité de rembourser des prêts, de rentabiliser les investissements et d'équilibrer les comptes.

Tel que décrit par Miguel Lovera à la page 10 de ce rapport, l'étroite collaboration entre les fonds pour le climat, tels que le FVC, et le secteur privé déclenche également un soutien à d'autres secteurs destructeurs comme les grandes exploitations d'élevage. Les initiatives, telles que Good Growth Partnership,[5] travaillent en collaboration avec des entreprises au Paraguay afin « d'intensifier la production [de viande] de manière

[3] Voir, par exemple : https://www4.unfccc.int/sites/SubmissionsStaging/Documents/201810041701---AT-10-04-EU%20Submission%20on%20Strategies%20and%20Approaches.pdf and https://www4.unfccc.int/sites/SubmissionsStaging/Documents/201805041017---SUBMISSION%20FROM%20JAPAN%20-PRE-2020%20IMPLEMENTATION%20AND%20AMBITION-.PDF
[4] https://theintercept.com/2018/12/08/shell-oil-executive-boasts-that-his-company-influenced-the-paris-agreement/
[5] https://goodgrowthpartnership.com/our-work/

La réunion de haut niveau du Défi de Bonn, au Rwanda. Les plantations d'arbres représentent la moitié de la superficie que le pays a mise « en restauration » grâce à son engagement au Défi de Bonn. **Rwanda Ministry of Environment**

REDD+ comme incitation pour les industries polluantes

La réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière, ou REDD+, est un autre mécanisme qui suscite un intérêt croissant du secteur public. Bien que les investissements directs du secteur privé pour REDD+ aient été limités jusqu'à présent, ils ont encouragé ce système échu par l'achat de crédits carbone générés par les projets REDD+.[1] Certaines des entreprises les plus polluantes au monde invoquent fièrement les compensations pour REDD+ comme la preuve de leur engagement à la lutte contre les changements climatiques. Par exemple, Shell achète, entre autres, des crédits émis par le projet de REDD+ à Mai-Ndombe en RDC, considéré infructueux selon une enquête de la société civile. Le fait que certaines des compagnies les plus polluantes compensent leurs émissions, au lieu de les réduire drastiquement, en achetant des crédits REDD+ qui ont été payés par les financements publics pour le climat, font de REDD+ une autre incitation perverse pour les industries à fortes émissions. À court terme, cette situation deviendra plus grave considérant la médiatisation des solutions fondées sur la nature (NBS de son acronyme anglais) et le fait que le type de crédit carbone émis par les projets REDD+ liés aux NBS soit de plus en plus populaire.[2]

[1] https://globalforestcoalition.org/15-years-of-redd/
[2] https://www.forest-trends.org/wp-content/uploads/2019/12/SOVCM2019_web.pdf

durable » malgré le fait que ce secteur soit le principal moteur de déforestation au Paraguay et en Amérique latine, dans son ensemble. Il s'agit également de la principale cause des changements climatiques, de l'accaparement des terres, de la violation des droits des autochtones, de la souffrance animale et des problèmes de santé non transmissibles chez les humains comme l'obésité et les maladies cardiaques. L'élevage intensif est également de plus en plus reconnu comme l'une des causes les plus importantes de l'émergence de nouvelles maladies zoonotiques dangereuses telles que les coronavirus.[6]

L'aspect le plus préoccupant parmi tout ce qui précède est qu'il ne s'agit que de la pointe de l'iceberg: de fait, pratiquement tous les éléments des politiques climatiques internationales évoluent vers la dépendance du secteur privé et, par conséquent, le financement est exponentiellement orienté vers de fausses solutions comme les plantations d'arbres et la bioénergie. Il existe des preuves tangibles du tort que cela a déjà causé, mais les projets actuellement en préparation ou qui le seront prochainement grâce au financement gouvernemental éclipsent ceux qui ont déjà été mis en oeuvre en termes d'échelles et d'impacts. Prenons l'exemple du Défi de Bonn, un effort mondial de reboisement de 350 millions d'hectares de terres dégradées : cependant, près de la moitié de la superficie promise sera transformée en plantations d'arbres.[7]

Alors que l'urgence de la crise climatique augmente, l'opportunisme du capitalisme augmente aussi.

[6] https://www.grain.org/en/article/6437-new-research-suggests-industrial-livestock-not-wet-markets-might-be-origin-of-covid-19
[7] https://www.nature.com/articles/d41586-019-01026-8

Drax et l'art de l'emprise des entreprises: subventionner la plus grande centrale électrique à biomasse au monde

par **Frances Howe** et **Sally Clark**, Biofuelwatch, Royaume-Uni

Alors que le Premier ministre britannique s'engage à « reconstruire de manière plus verte »[1] et à soutenir « l'énergie propre »,[2] le plus grand pollueur du Royaume-Uni, la centrale électrique de Drax, reçoit chaque jour, plus de 2,1 millions de livres sterling[3] en subventions aux énergies renouvelables afin de brûler des millions de tonnes de bois importé de forêts coupées à blanc; comment peut on expliquer ce contraste?

On y brûle le plus grand nombre d'arbres au monde[4] et en 2019, près de 13 millions de tonnes de CO_2 ont été libérées par la combustion de bois. Toutefois, Drax reste salué par le gouvernement britannique[5] comme faisant partie de la solution à la crise climatique. Il est impératif d'enquêter sur le monde obscur de l'emprise des entreprises afin de comprendre pourquoi Drax reçoit un soutien politique aussi fort.

Selon la définition des Amis de la Terre International6, l'emprise des entreprises renvoie à « l'influence des entreprises sur les institutions publiques. » Les industries polluantes utilisent le lobbying et l'écoblanchiment afin d'influencer les institutions publiques et les politiques gouvernementales, menant souvent à des conséquences dévastatrices pour les communautés, les écosystèmes et le climat. Un fervent défenseur de cette stratégie est Drax Plc et son influence est l'un des principaux obstacles à la protection des forêts et au transfert des fonds publics de la combustion de biomasse vers de véritables énergies renouvelables telles que l'éolien et le solaire.

Comment une entreprise comme Drax influence-t-elle les politiques gouvernementales ? Certaines stratégies[7] mises en oeuvre pour façonner les processus décisionnels comprennent le lobbying de politiciens orchestré en coulisses, le mécénat d'entreprise pour les sommets sur le climat de la COP de l'ONU[8] et d'autres événements, le financement de la recherche universitaire, l'adhésion à des comités nationaux et internationaux ainsi que l'écoblanchiment des pratiques néfastes qui se prétendent « durables » et « sensibles aux climat ». Par ces différents moyens, les plus grands pollueurs du monde s'assurent d'être au coeur des décisions politiques et dans une position privilégiée afin d'obtenir des subventions gouvernementales qui leur permettent de continuer à profiter de la destruction de l'environnement.

Pour suivre une classe de maître sur les techniques de lobbying et d'écoblanchiment qui conduisent à la déforestation, aux injustices environnementales[9] ainsi qu'aux

Une manifestation à l'AGA de Drax. **Sally Clark**

[1] https://www.gov.uk/government/news/new-national-parks-and-thousands-of-green-jobs-under-plans-to-build-back-greener
[2] https://www.gov.uk/government/news/pm-outlines-his-ten-point-plan-for-a-green-industrial-revolution-for-250000-jobs
[3] https://www.biofuelwatch.org.uk/axedrax-campaign/#C3
[4] https://www.biofuelwatch.org.uk/wp-content/uploads/drax-briefing-update-2020_compressed.pdf
[5] https://www.yorkshirepost.co.uk/news/opinion/columnists/how-hull-and-humber-will-power-green-energy-revolution-kwasi-kwarteng-2932751
[6] https://www.foei.org/what-we-do/corporate-capture
[7] https://www.foei.org/what-we-do/corporate-capture-explained
[8] https://corporateeurope.org/en/2019/12/cop25-bankrolled-big-polluters
[9] https://www.dogwoodalliance.org/2020/06/the-injustice-of-bioenergy-production/

émissions polluantes, nul n'a besoin de chercher plus loin que Drax. Examinons donc plus en profondeur certaines de ses techniques d'emprise.

Tout d'abord, Drax a un long historique d'influence en matière de prise de décision par le biais du lobbying des députés. Selon Open Access,[10] Drax a assisté à un total de 53 réunions avec des ministres depuis le début de 2012, y compris un certain nombre durant la pandémie du coronavirus.[11] Depuis 2012, presque tous les ministres de l'Énergie ont été photographiés à Drax, portant un gilet fluo et un casque de sécurité. La dernière séance photo a d'ailleurs eu lieu lors d'une visite du ministre de l'Énergie, Kwasi Kwarteng,[12] en avril. Selon le registre du lobbying du Parlement écossais,[13] Drax a participé à 19 rencontres avec des députés et des fonctionnaires, depuis 2019.

Ces réunions ont porté leurs fruits puisque la centrale électrique de Drax a obtenu l'appui du gouvernement pour sa conversion du bois au charbon, en 2013, après avoir fait des déclarations trompeuses aux députés selon lesquelles il était possible d'y brûler des résidus forestiers et des produits agricoles locaux.[14] En réalité, seul le bois d'arbres à croissance lente et à forte teneur en écorce peut être utilisé comme combustible dans ses unités de charbon. Plus récemment, Kwasi Kwarteng[15] a vanté l'affirmation de Drax qui stipule que la centrale pourrait atteindre un bilan carbone négatif[16] tandis qu'en 2018, son projet pilote BECCS pour capturer et stocker le carbone provenant de la combustion de bois a reçu un financement gouvernemental de 2 millions de livres sterling.[17]

Une manifestation contre Drax, au nord de l'Angleterre. **Rochdale Extinction Rebellion**

Drax est membre fondateur de la Coalition Zero Carbon Humber[18] (ZCH) qui, à l'aide d'une lettre ouverte adressée au ministre de l'Énergie,[19] a lancé sa demande de financement public dans le cadre du Fonds pour le défi de la stratégie industrielle financé par le secteur public et privé. Le montant demandé s'élève à environ 75 millions de livres sterling.[20] M. Kwarteng doit être dorénavant très familier avec le projet après avoir rencontré des membres de la coalition ZCH pas moins de 11 fois entre les mois d'avril et de juin 2020, afin de discuter de « l'impact de la Covid-19 » ainsi que de la « relance verte ».

Ce que Drax omet de mentionner est que son objectif de « reconstruire au mieux »[21] avec des « technologies à émissions négatives » est fondé sur une technologie non prouvée de bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECCS)[22] issue de la combustion d'arbres. Si ce projet est mené à terme, cela conduirait à l'augmentation de la déforestation et de la conversion de terres en plantations d'arbres en monocultures.

Une autre technique d'emprise des entreprises est l'alliance avec des groupes de pression tels que The Renewable Energy Association[23] (REA) ainsi que des sociétés de relations publiques, notamment Robertsbridge et Stonehaven, qui défendent les intérêts de Drax. Pendant plusieurs années, la REA a orchestré la campagne « Back Biomass », également approuvée par les exploitants de la centrale électrique de charbon. Cette initiative mettait en place des réunions et des événements avec des députés, dont une rencontre avec Lord Barker of Battle,[24] le ministre d'État du Département de l'énergie et du changement climatique, en juin 2014, afin de discuter du « soutien à la biomasse ».

Drax a également fait des apparitions régulières à la conférence du Parti conservateur, souvent à l'aide du groupe de réflexion influent, Policy

[10] https://openaccess.transparency.org.uk/
[11] https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/929740/april-june-2020-disclosure-ministerial-meetings.csv/preview
[12] https://www.c-capture.co.uk/clean-growth-minister-kwasi-kwarteng-visits-the-c-capture-pilot-project-at-drax-power-station/
[13] https://www.lobbying.scot/SPS/LobbyingRegister/SearchLobbyingRegister
[14] http://www.biofuelwatch.org.uk/docs/Drax-PR.pdf
[15] https://www.yorkshirepost.co.uk/news/opinion/columnists/how-hull-and-humber-will-power-green-energy-revolution-kwasi-kwarteng-2932751
[16] https://www.drax.com/press_release/negative-emissions-pioneer-drax-announces-new-ccus-projects-during-energy-ministers-visit/
[17] https://www.gov.uk/government/news/plan-to-enable-first-uk-carbon-capture-project-from-the-mid-2020s-announced-at-world-first-summit
[18] https://www.zerocarbonhumber.co.uk/
[19] https://www.current-news.co.uk/news/zero-carbon-humber-makes-75-million-bid-for-funding
[20] https://www.zerocarbonhumber.co.uk/wp-content/uploads/2020/10/Open-letter-to-Kwasi-Kwarteng-with-support-letters.pdf
[21] https://www.drax.com/energy-policy/coalition-negative-emissions/
[22] https://www.desmog.co.uk/2019/07/17/comment-policymakers-shouldn-t-trust-drax-s-bizarre-tree-burning-climate-solution
[23] https://www.r-e-a.net/our-members/our-members-directory/
[24] https://openaccess.transparency.org.uk/
[25] https://policyexchange.org.uk/2018-conservative-party-conference/
[26] https://brightblue.org.uk/previous-events/2020events/party-conferences-2020/

Exchange.[25] Par exemple, lors de la conférence du Parti conservateur de 2020,[26] le PDG de Drax, Will Gardiner, s'est exprimé aux côtés de Kwasi Kwarteng pour discuter des « technologies vertes de demain ». L'an dernier, les investisseurs de Drax se sont révoltés lors de l'assemblée générale de l'entreprise au sujet des propositions visant à augmenter le seuil budgétaire alloué aux « dépenses politiques ».[27] Ces montants faramineux pour le lobbying[28] lors d'événements tels que les réceptions à des conférences de Partis politiques étaient alarmants, même pour eux.

Les liens de Drax avec le gouvernement ne s'arrêtent pas là : Nigel Adams, le député de Selby, la ville où se situe Drax, et fervent partisan de la combustion de la biomasse, a reçu des dons[29] ainsi que l'hospitalité de Drax, et a assisté aux conférences de l'Industrial Pellet Association[30] en Floride entre 2015 et 2018, le tout financé par la société. Le député a également présidé le Groupe parlementaire multipartite pour la biomasse,[31] désormais inexistant, créé et financé par Drax.

De plus, Nigel Adams est membre du groupe parlementaire multipartite pour les énergies renouvelables et durables[32] (PRASEG de son acronyme anglais). Ce groupe multipartite formé de politiciens et de membres de l'industrie britanniques accueille régulièrement des conférenciers de Drax, dont le PDG, Will Gardiner, ainsi que l'ancien responsable des politiques et des relations gouvernementales, Karl Smyth.[33] Drax s'affiche donc comme l'un des partisans et des bailleurs de fonds les plus importants de PRASEG.

L'influence de Drax ne se limite pas à ses relations avec les politiciens. En effet, la responsable de groupe pour le changement climatique chez Drax, Rebecca Heaton, est également membre du Comité pour le changement climatique[34] (CCC), un organe consultatif du gouvernement britannique. Elle a précédemment travaillé pour BP et Shell et a contribué aux rapports du CCC sur la réduction des émissions au Royaume-Uni[35] ainsi que Net Zero – la contribution du Royaume-Uni pour mettre fin au réchauffement climatique.[36] Ce dernier rapport soutien l'affirmation de Drax[37] selon laquelle « le projet BECCS est essentiel à l'atteinte du zéro émission nette de carbone d'ici 2050 ».

Rebecca Heaton n'est pas la seule représentante de Drax à maintenir des liens étroits avec les organes consultatifs gouvernementaux. Le PDG, Will Gardiner, siège dans le conseil CCUC du gouvernement[38] aux côtés des représentants de BHP, Exxon Mobil, Shell, BP et Equinor. Il s'agit du même conseil CCUC qui a accordé 5 millions de livres sterling à Drax et à une petite start-up nommée C-Capture.[39] Cette subvention était destinée à financer une expérience infructueuse de BECCS visant à capturer le carbone de la combustion des arbres et « stocker » le CO_2 pour rendre la bière pétillante.

La récente nomination de Rebecca Heaton au sein du Natural Environment Research Council[40] qui est responsable du financement de la recherche universitaire[41] dans le domaine des sciences de l'environnement est tout aussi alarmante. Il ne s'agit pas de la seule relation de Drax avec la sphère académique : effectivement, la société a créé la publication trimestrielle, Electric Insights[42] avec des universitaires de l'Imperial College London, elle a commandé un rapport, en 2018, avec des chercheurs de

Une projection sur les tours de refroidissement de Drax. **Extinction Rebellion North**

[27] https://www.drax.com/wp-content/uploads/2020/03/EC1068989_Drax_AR19_Notice_of_Meeting.pdf
[28] https://www.telegraph.co.uk/business/2019/04/17/drax-investors-rebel-political-spending-splurge/
[29] https://unearthed.greenpeace.org/2017/03/31/mp-biomass-adams-donations-miami/
[30] https://www.theyworkforyou.com/regmem/?p=24878
[31] https://publications.parliament.uk/pa/cm/cmallparty/170215/biomass.htm
[32] https://www.praseg.org.uk/parliamentary-members
[33] https://uk.linkedin.com/in/karlsmyth
[34] https://publications.parliament.uk/pa/cm/cmallparty/201104/renewable-and-sustainable-energy.htm
[35] https://www.theccc.org.uk/about/
[36] https://www.theccc.org.uk/publication/reducing-uk-emissions-2019-progress-report-to-parliament/
[37] https://www.theccc.org.uk/publication/net-zero-the-uks-contribution-to-stopping-global-warming/
[38] https://www.drax.com/press_release/drax-group-ceo-responds-to-committee-on-climate-changes-report-to-parliament-reducing-uk-emissions/
[39] https://www.gov.uk/government/groups/ccus-council
[40] https://www.drax.com/press_release/5m-boost-scale-ground-breaking-carbon-capture-pilot-drax-uks-largest-power-station/
[41] https://nerc.ukri.org/about/organisation/boards/council/membership/
[42] https://nerc.ukri.org/funding/
[43] https://www.drax.com/wp-content/uploads/2020/02/200207_Drax_19Q4_Report_3.pdf
[44] https://www.drax.com/wp-content/uploads/2018/12/Energising-Britain-Drax-Imperial-E4Tech-Full-Report-Nov-2018.pdf
[45] https://www.drax.com/press_release/drax-collaborates-academics-meet-uks-changing-energy-needs/
[46] https://www.drax.com/press_release/drax-strengthens-biomass-sustainability-policy-and-appoints-independent-advisory-board/
[47] https://www.drax.com/press_release/draxs-new-biomass-policy-paves-the-way-for-world-leading-sustainability-standard/

Une manifestation contre les trains de Drax. **Extinction Rebellion Calderale**

l'UCL,[43] a financé des recherches de doctorat au sein de l'Université de Sheffield[44] et en 2019, Drax a créé le Comité consultatif indépendant sur la biomasse durable (IAB de son acronyme anglais).[45] Sans surprise, le premier rapport de l'IAB[46] donne son appui à la « biomasse durable » de Drax. Grâce à ces nominations et au financement de la recherche scientifique, Drax peut influencer le récit scientifique au sujet de la combustion de la biomasse.

La centrale électrique de Drax est également adepte de l'écoblanchiment de sa combustion d'arbres[47] qu'elle décrit comme « durable », « globalement neutre en termes de CO_2 »[48] et « renouvelable ». Les représentants de Drax prennent régulièrement la parole lors des conférences sur le climat de la COP de l'ONU.[49] Drax décrit la COP26 comme « une opportunité irrésistible pour le gouvernement britannique de démontrer au monde qu'il occupe une position de leader en termes d'émissions négatives »[50]. En outre, deux de ses partenaires au sein de la Coalition Zero Carbon Humber, National Grid et SSE,[51] viennent d'être annoncés en tant que sponsors de la COP26. Bien que Drax ne soit pas officiellement un mécène de la COP26, ses références fréquentes à la Conférence des Nations-Unies sur le climat[52] suggèrent que la société vise à occuper un rôle protagoniste dans la promotion des BECCS et des « technologies d'émissions négatives » durant l'évènement.

Bien qu'il soit peu probable que Drax et ses collaborateurs soient en mesure de capturer et stocker le carbone à l'échelle qu'ils prétendent, il existe un risque que de grandes quantités de fonds publics et de temps continuent d'être consacrées à ces projets et à la combustion de biomasse en général.

Cela signifierait qu'au cours des années cruciales où nous pourrions protéger les forêts et réduire nos émissions, Drax continuera de brûler des millions de tonnes d'arbres par an. Pour le bien de notre planète, nous devons impérativement empêcher Drax de continuer à éco-blanchir sa destruction des forêts et à promouvoir de fausses solutions, telles que BECCS, ainsi que la production d'énergie à partir de la biomasse. Comme plus de 120 organisations du monde entier en conviennent,[53] nous devons de toute urgence mettre fin aux subventions pour la combustion d'arbres et les réorienter vers de véritables énergies renouvelables. « Protéger et restaurer les forêts du monde est une solution climatique, les brûler ne l'est pas. »

Vous pouvez agir ici: https://you.wemove.eu/campaigns/the-eu-must-protect-forests-not-burn-them-for-energy

[48] https://www.dogwoodalliance.org/2019/02/more-greenwashing-from-drax/
[49] https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/a-power-companys-potent-vision-from-neutral-to-negative-emissions#
[50] https://www.drax.com/energy-policy/will-gardiners-drax-negative-carbon-ambition-remarks-at-cop25/
[51] https://www.drax.com/energy-policy/coalition-negative-emissions/
[52] https://cultureunstained.org/2020/11/18/campaigners-slam-choice-of-fossil-fuel-linked-companies-as-sponsors-of-cop26/
[53] https://www.drax.com/energy-policy/cop26-will-countries-with-the-boldest-climate-policies-reach-their-targets/
[54] https://environmentalpaper.org/the-biomass-delusion/

Conclusion

Par **Oliver Munnion**, Global Forest Coalition, Portugal et **Simone Lovera**, Global Forest Coalition, Paraguay

Le cercle vicieux de l'emprise des entreprises sur l'élaboration des politiques publiques et les incitations perverses à la destruction des forêts

La diversité des exemples au sein de ce rapport décrit comment les incitations perverses des industries de l'élevage et de la sylviculture, ainsi que la dépendance croissante du secteur public au financement privé provoquent des conflits avec les communautés et détériorent les forêts. Ils démontrent également comment le financement de la destruction des forêts est une conséquence directe du cercle vicieux de l'emprise des entreprises sur les processus d'élaboration des politiques. L'influence que les sociétés et les intérêts privés exercent sur les prises de décision est continuellement renforcée par le soutien qu'ils reçoivent, et qui les placent également dans une position de force afin de bloquer la législation qui pourrait supprimer leurs subventions ou restreindre leurs activités.

Les incitations perverses se présentent sous de nombreuses formes, en commençant par **les subventions directes**. L'exemple le plus flagrant, voir la plus grande incitation perverse parmi toutes, est la Politique agricole commune de l'Union européenne. Elle accorde des subventions colossales aux plus grands noms de l'agro-industrie, aux dépens des petits producteurs, et en contradiction flagrante avec d'autres politiques européennes visant à protéger la biodiversité. Les subventions directes entraînent également l'intensification de la production de bétail dans l'hémisphère Sud, en particulier au sein des pays où ces industries sont relativement peu développées. Au Népal, par exemple, les programmes gouvernementaux subventionnent les machines et les primes d'assurances exclusivement pour les grandes exploitations.

Le financement climatique et la création d'énergie renouvelable subventionnée sont d'autres formes de subvention directe qui nuisent souvent aux forêts tout en échouant à réduire les émissions. L'exemple le plus frappant est celui de la centrale électrique de Drax, au Royaume-Uni, qui reçoit 2 millions de livres sterling par jour pour générer de l'électricité polluante. Celle-ci est produite à partir de bois abattu à blanc dans des forêts humides, entre autres, dans le sud-est des Etats-Unis. Parmi les autres exemples figurent la subvention du Fonds pour l'environnement mondial aux compagnies sidérurgiques pour la production de charbon de bois à partir des plantations d'eucalyptus, au Brésil, ainsi que de nombreuses subventions nationales et européennes octroyées à l'industrie des pâtes et papiers, au Portugal.

Les incitations financières se présentent sous la forme d'une gamme d'instruments financiers complexes. Il s'agit notamment **des prêts, des fonds propres, des partenariats public-privé et du financement mixte**. Ici, les fonds publics ou les institutions « s'associent » au secteur privé dans des investissements censés générer un rendement financier. Aussi rendent -il les activités commerciales telles que l'élevage et les plantations d'arbres

A chaque année, les incendies font rage au sein des écosystèmes de l'Amérique du Sud, en grande partie en raison du soutien aux industries de la viande et du soja.
João Paulo Guimarães

particulièrement attrayantes. Par exemple, pour 2020-2021, le gouvernement brésilien investira 40 milliards d'euros dans le secteur de l'élevage national et la plupart du financement se présentera sous la forme de prêts de banques de développement publiques telles que la BNDES.

Le rôle des banques de développement nationales, régionales et internationales dans ce type de financement est essentiel et cela constitue le moteur d'expansion des industries de la viande et de la sylviculture. Par exemple, les mécanismes de la Banque mondiale tels que la Société financière internationale et le Programme d'investissement forestier financent la mise en place des plantations d'eucalyptus de Portucel sur des terres mozambicaines utilisées par des communautés à des fins d'alimentation. La Banque européenne d'investissements (BEI) a également accordé des financements à plusieurs reprises au propriétaire de Portucel, la Compagnie Navigator, qui est le plus grand producteur de pâtes et papiers d'Europe. En outre, la BEI finance l'expansion des plantations en Amérique Latine et en Afrique sub-saharienne par le biais du fonds Arbaro.

L'augmentation des **instruments financiers opaques dirigés par le secteur privé** et censés soutenir la diminution des émissions de gaz à effet de serre est particulièrement alarmante puisque souvent, ils ne font que favoriser la poursuite des pratiques destructrices. Les programmes, tels que les obligations vertes ou climatiques, sont destinés à financer des projets qui atténuent les changements climatiques, mais au Brésil, ils facilitent simplement l'accès des investisseurs à l'agro-industrie et acheminent des milliards de dollars dans une industrie qui a, sans équivoque, un impact dévastateur sur les forêts, le climat, ainsi que les communautés locales. Les mécanismes de financement climatique sont également à l'origine de cette tendance, la dépendance vis-à-vis du secteur privé et les arrangements financiers complexes devenant ainsi la nouvelle norme. La contribution de 25 millions de dollars du Fonds vert pour le climat (FVC) aux projets d'Arbaro en est un exemple, ce qui signifie que cette institution financière de l'ONU partagera les bénéfices des opérations forestières commerciales. Ils ont donc tout intérêt à abattre les arbres et à les donner au plus offrant.

Ces types d'incitations perverses s'inscrivent dans une tendance plus large selon **laquelle les frontières entre le financement pour la conservation des forêts et l'atténuation climatique**, ainsi que les incitations pour la destruction des forêts et les industries polluantes deviennent de plus en plus floues en raison de l'influence des intérêts commerciaux puissants. Plusieurs projets de REDD+ en sont des exemples concrets alors que certaines des compagnies les plus polluantes éco-blanchissent leur image en achetant des compensations de carbone qu'elles génèrent.

Les formes de soutien indirect sont tout aussi variées et **les taux d'imposition exceptionnellement bas** sont les principales incitations indirectes dont profite l'industrie de l'élevage en Amérique du Sud. Même lors d'une bonne année, le secteur agricole du Paraguay contribue à moins de 3% des recettes fiscales annuelles du pays, même s'il représente 27% du PIB. Les allègements fiscaux sont également utilisés pour encourager la croissance de l'industrie des matières premières dans les zones humides protégées en Argentine, puisque les faibles taux d'intérêts rendent les investissements particulièrement attrayants dans ce secteur au Brésil et en Argentine.

Les salaires minimums bas et l'impunité pour les mauvaises conditions de travail sont également un autre moyen d'encourager l'investissement, en particulier au Paraguay, où l'industrie du bétail est autorisée à verser à ses employés moins de la moitié du revenu minimum national en fonction de la taille de la ferme. Au Mozambique, les emplois créés grâce à l'expansion des plantations sont bien moins nombreux que promis, mal rémunérés et saisonniers, et en RDC, les femmes subissent du harcèlement sexuel au sein de l'industrie de l'élevage et gagnent moins que les hommes. Au Portugal, un syndicat représentant les travailleurs des usines de pâtes et

papiers de la Compagnie Navigator a reproché à la société de ne poser aucune action afin de soutenir les employés durant la crise sanitaire actuelle mais en versant d'énormes dividendes aux actionnaires.

Un sujet commun à tous les exemples de ce rapport, est la mesure dans laquelle **la mauvaise gouvernance incite à l'anéantissement des forêts**. En RDC, l'industrie de l'élevage commercial bénéficie directement de l'instabilité politique du pays et du mépris violent des droits humains. Les groupes marginalisés, y compris les femmes et les peuples autochtones, qui ne possèdent souvent pas de droits fonciers formels, ne sont pas en mesure de défendre leurs droits et ne peuvent compter sur le système judiciaire, tandis que les propriétaires des compagnies sont protégés par les autorités en raison de leurs intérêts partagés.

En RDC et au Mozambique, les lois concernant **la propriété et l'utilisation des terres publiques**, dont les droits d'utilisation sont accordés par l'Etat, facilitent considérablement le retrait des terres des mains des communautés et leur cession aux intérêts privés. Ceux-ci possèdent un pouvoir d'influence plus fort, en particulier lorsque les entreprises peuvent prétendre que ces terres sont dégradées, marginalisées ou abandonnées, et ont donc besoin de développement économique. Au Paraguay, le succès de l'ensemble de l'agro-industrie repose sur le fait qu'au cours des 200 dernières années, le parti politique Colorado a cédé 70% de ses terres nationales à 2% de la population, représentant une subvention faramineuse qui soutient la production de viande et de matières premières.

Ce rapport met en lumière les différents mécanismes par lesquels les entreprises dominent l'élaboration des politiques, qu'il s'agisse des processus qui se déroulent dans un contexte institutionnalisé ou semi-transparent, aux entités qui possèdent le capital suffisant pour tirer profit de la mauvaise gouvernance et des institutions fragiles.

L'emprise des entreprises se traduit de la manière la plus évidente lorsque **les représentants gouvernementaux utilisent leurs positions d'autorité pour leurs propres intérêts privés**. Les trois exemples de compagnies au Sud-Kivu, en RDC, où les fonctionnaires des gouvernements locaux et nationaux ont des parts au sein de sociétés minières et d'élevage, ainsi que l'exemple du Premier ministre tchèque qui a tout à gagner du renouvellement des subventions à l'agro-industrie octroyé dans le cadre

Le mécénat d'entreprise et la conquête de l'ONU

Le mécénat d'entreprise est une autre méthode que les sociétés maîtrisent afin d'asseoir leur influence sur les politiques publiques. La fondation Bill et Melinda Gates, par exemple, qui est financée par Bill Gates, ancien PDG de Microsoft et actionnaire actif du géant de l'agro-industrie, Mosanto (maintenant Bayer),[1] est l'un des principaux bailleurs de fonds de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA de son acronyme anglais). Celle-ci vise à stimuler l'agro-industrie africaine grâce à l'utilisation accrue des cultures génétiquement modifiées et des agrochimiques que Bayer produit. Le président de l'AGRA a récemment été nommé Envoyé spécial de l'ONU pour le prochain Sommet sur l'alimentation des Nations Unies. En janvier 2020, la fondation Gates a lancé « The Bill & Melinda Gates Agricultural Innovations LLC » aussi connue sous le nom de « Gates Ag One », dirigé par Joe Cornelius, un ancien membre exécutif de Bayer. L'objectif de Gates Ag One est prétendument de *« donner aux petites exploitations les moyens, les technologies et les ressources abordables et de bonne qualité dont ils ont besoin afin de se sortir de la pauvreté. »*[2] La fondation Gates joue également un rôle de plus en plus influent au sein du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale3, l'équivalent des banques de semences publiques ou les centres de recherche agricole d'autrefois.[3]

Bill et Melinda Gates. **Steve Jurvetson/Flickr**

[1] http://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2010/sep/29/gates-foundation-gm-monsanto
[2] https://www.gatesfoundation.org/Media-Center/Press-Releases/2020/01/Gates-Foundation-Statement-on-Creation-of-Nonprofit-Agricultural-Research-Institute
[3] https://etcgroup.org/content/next-agribusiness-takeover-multilateral-food-agencies

de l'EUCAP, illustrent parfaitement cette situation. C'est également le cas de la « porte tournante» entre le gouvernement du Portugal et l'industrie des pâtes et papiers dont les intérêts sont constamment priorisés. Dans ces exemples, il existe un conflit d'intérêt évident pour les personnes impliquées, mais il est rarement contesté.

Le **népotisme**, où ceux qui détiennent le pouvoir et l'influence l'utilisent pour en faire bénéficier leurs amis et leurs proches, le **clientélisme**, où les incitations sont échangées contre un soutien politique, sans oublier la **corruption**, sont également au c ur de l'emprise des entreprises. Au Népal, une source interne indique que la plupart des compagnies nouvellement enregistrées et bénéficiant de subventions gouvernementales ont été créées par l'élite politique sur l'instruction des dirigeants locaux élus. Ainsi, l'argent alloué sous la forme de subventions agricoles est majoritairement attribué à des agriculteurs fortunés ayant des relations au sein du gouvernement. Au Paraguay, les terres continuent d'être volées par les fonctionnaires de l'Etat pour l'élevage de bétail par le biais du trafic d'influence et la corruption et, au Portugal, l'ancien président de la Compagnie Navigator a ouvertement fait don de grandes sommes aux campagnes électorales présidentielles en échange d'un soutien continu de la part des plus hautes instances gouvernementales.

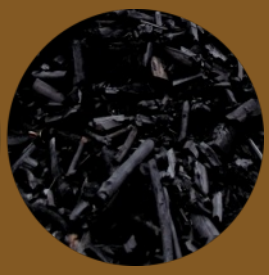
Le mécénat d'entreprise et l'influence sur les espaces d'élaboration des politiques afin d'éco-blanchir les images des compagnies ainsi que les résultats directs sont une autre forme d'emprise des entreprises. Cette pratique est bien ancrée à la CCNUCC : Shell se vante de son rôle au sein des négociations sur les marchés internationaux du carbone, l'Association internationale pour l'échange des droits d'émission a inondé la COP25 de 140 délégués incluant des représentants des plus grandes compagnies de pétrole et de gaz, et Drax et ses alliés se positionnent pour tirer profit des discussions de la COP26 qui se tiendront au Royaume-Uni.

Le lobbying des compagnies ou des associations industrielles, ainsi que des sociétés de relations publiques qui les représentent, est un autre processus clé par lequel les entreprises assoient leur emprise. Au Royaume-Uni, Drax Plc a participé à 53 réunions avec des ministres depuis le début de 2012, et pratiquement chaque ministre de l'énergie, depuis cette même année, s'est impliqué dans un coup de publicité à la centrale électrique. En Argentine, le Consejo Agroindustrial Argentino, un puissant groupe de pression de l'agro-industrie, a directement influencé le président ainsi que de nombreux fonctionnaires dans le cadre de ses efforts pour pousser de l'avant l'expansion agro-industrielle parrainée par l'Etat au sein des zones humides. Au Brésil, l'un des principaux moyens par lesquels le secteur de l'agriculture industrielle exerce son influence politique est la *bancada ruralista* où les élus représentent les intérêts des grandes entreprises agroalimentaires. De puissants groupes de pression continuent également d'assurer la prédominance de l'agro-industrie au sein de l'élaboration des politiques européennes en lien avec l'agriculture.

De puissants groupes de pression sont responsables des subventions importantes pour le brûlage de forêts à la centrale électrique de Drax. **peterichman/Flickr**

Les recommandations : mettre un terme à « l'économie circulaire » des incitations perverses et de l'emprise des entreprises

Audre Lorde, une militante féministe pour les droits civiques, a un jour proclamé **« on ne détruit pas la maison du maître avec les outils du maître. »** Lord dénonçait l'usage **« des outils d'un patriarcat raciste afin d'examiner les fruits de ce même patriarcat »**, mais ces mots peuvent également s'appliquer à la lutte pour mettre fin à la déforestation ainsi qu'à la défense des droits et des moyens de subsistances des peuples tributaires des forêts.



La réforme et l'élimination progressive des incitations perverses qui stimulent la perte de couverts forestiers ne sont pas uniquement essentielles pour mettre fin à la déforestation et la détérioration des forêts : de fait, elles mènent également à des avantages sociaux et économiques, et elles libèrent des sommes importantes de fonds publics qui peuvent être réinvesties dans de véritables solutions aux crises planétaires auxquelles l'humanité est confrontée, ainsi que dans des services publics tels que le système de santé et l'éducation. Toutefois, les études de cas de ce rapport montrent de quelles manières les entreprises renforcent leur emprise sur l'élaboration des politiques publiques. La dépendance croissante envers les investissements privés ne crée que des incitations perverses supplémentaires qui constituent elles-mêmes des barrières à une réforme des incitations déjà existantes. Comme dit le proverbe, on ne mord pas la main qui nous nourrit, et lorsque cette main bénéficie de subventions généreuses et d'autres formes de soutien gouvernemental, une économie circulaire se forme au sein de laquelle les entreprises et les agences du gouvernement possèdent les mêmes intérêts financiers, au détriment des droits, des besoins ainsi que des intérêts des citoyens ordinaires.

Les institutions publiques devraient représenter les intérêts de toute sa population, y compris les détenteurs de droits politiquement et économiquement marginalisés tels que les femmes, les peuples autochtones et les autres personnes tributaires des forêts, et non les intérêts des grandes entreprises. Briser l'économie circulaire des incitations perverses et de l'emprise des entreprises nécessite avant tout, une véritable transformation des structures de gouvernance afin d'assurer leur impartialité, leur indépendance et leur capacité à défendre, respecter et soutenir les droits, les besoins et les intérêts du public dans son ensemble. Cela s'applique aux gouvernements nationaux et leurs agences, mais aussi au système des Nations Unies et aux organisations internationales telles que le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial ainsi que le Programme pour le développement et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies.

Réduire la dépendance financière vis-à-vis des investissements du secteur privé nécessite également de prendre en compte certaines hypothèses sous-jacentes qui ont conduit de nombreux acteurs du secteur de la conservation forestière à adopter une approche « écocapitaliste ». Celle-ci est fondée sur la conviction que les forêts poussent grâce à l'argent et qu'elles ne peuvent se « gérer » par elles-mêmes. Les forêts sont toutefois parfaitement capables de se gérer seules et le feraient si ce n'était des grandes quantités de financement qui affluent dans les secteurs qui les détruisent.

En d'autres termes, le système économique capitaliste a créé une soif incessante de croissance et cette dernière ne peut pas être utilisée pour résoudre des problèmes qu'il a lui-même créés. Ces enjeux se manifestent maintenant par une crise du climat et de la biodiversité inégalée dans l'histoire géologique, et une récession économique et une injustice sociale sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Un changement systémique est requis pour survivre à ces défis. Pour y parvenir, il est essentiel de rompre les liens entre l'élaboration des politiques publiques et les intérêts privés commerciaux des grandes entreprises et de leurs dirigeants. Ce n'est qu'alors que nous serons aptes à orienter les incitations perverses à la destruction des forêts vers de véritables initiatives de soutien à la restauration et à la conservation forestière sensibles au genre, axées sur les communautés et nécessitant peu de capital.

Global
Forest
Coalition